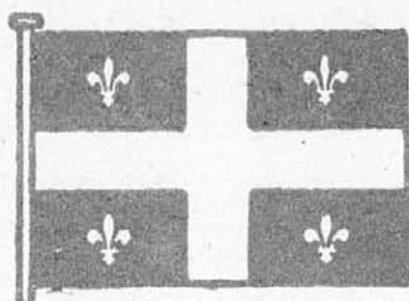




Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 11 juillet 1959

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 11th, 1959

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1959.

Québec, le 20 juin 1959.

L'Imprimeur de la Reine,
 RÉDEMPTE PARADIS.

50831-25-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1959.

Quebec, June 20th, 1959.

RÉDEMPTE PARADIS,
 Queen's Printer.

50831-25-11-o

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11355-59)

Abaid Home and Mortgage Corporation Ltd.

* Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Dorothy Bickerstaff, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer, exercer et entreprendre les commerces, négoce et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de

Letters Patent

(A.G. 11355-59)

Abaid Home and Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall and Dorothy Bickerstaff, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the

"Abaid Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11983-59)

Ad-More Dried Foods Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, de St-Laurent, Jacqueline Favreau, secrétaire, épouse séparée de biens de René Favreau, Marguerite L'Espérance, secrétaire, épouse séparée de biens de Lucien L'Espérance, et Marcelle Roy, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et autrement faire le commerce de produits alimentaires déshydratés de toutes sortes et tous autres produits qui peuvent être convenablement vendus conjointement avec iceux, sous le nom de "Ad-More Dried Foods Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4033 boulevard Décarie, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11993-59)

Allied Home Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à dispenser ou obtenir comme agents les services de constructeurs, entrepreneurs, artisans et celui qui consiste à réparer dans le but de construire, modifier, entretenir, exploiter et réparer toutes catégories de constructions et tous genres de réparations et améliorations domestiques, et émettre des cartes de membres à des gens auxquels la compagnie rend les services précités; aménager des services et système de réponses téléphoniques, sous le nom de "Allied Home Services Ltd.", avec un capital total de \$40,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

name of "Abaid Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11983-59)

Ad-More Dried Foods Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April 1959, incorporating: Paul Lemieux, lawyer, of St. Laurent, Jacqueline Favreau, secretary, wife separate as to property of René Favreau, Marguerite L'Espérance, secretary, wife separate as to property of Lucien L'Espérance, and Marcelle Roy, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export and otherwise deal in dried foods of all kinds and any other food products which may be conveniently dealt with in conjunction therewith, under the name of "Ad-More Dried Foods Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 4033 Décarie Boulevard, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11993-59)

Allied Home Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of providing or obtaining as agents the services of builders, contractors, trademen and repairing for the purpose of building, altering, maintaining, operating and repairing all classes of buildings and all manner of household repairs and improvements, and to issue membership cards to the people to whom the company renders the above services; to set up a telephone answering service and system, under the name of "Allied Home Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11338-59)

Ancliff Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, avocats, Earl Merling, étudiant, et Audrey Sutherland, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Ancliff Investments Ltd.", avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11338-59)

Ancliff Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April 1959, incorporating: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, advocates, Earl Merling, student, and Audrey Sutherland, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ancliff Investments Ltd.", with a total capital stock of \$500, divided into 50 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12081-59)

Atlas Equipment & Supply Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: George R. Daemen, ingénieur, Gaby Daemen, commis, fille majeure, et Fernand C. Daemen, opérateur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, machinerie, pièces d'icelles, accessoires, instruments, dispositifs, appareils, attaches et outillage, sous le nom de "Atlas Equipment & Supply Company Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 2,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4995 avenue O'Bryan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12081-59)

Atlas Equipment & Supply Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: George R. Daemen, engineer, Gaby Daemen, clerk, spinster of the full age of majority, and Fernand C. Daemen, operator, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, machinery, parts thereof, accessories, instruments, devices, supplies, attachments and equipment, under the name of "Atlas Equipment & Supply Company Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 2,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 4995 O'Bryan Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11840-59)

Carillon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1959, constituant en corporation: Marin Dion, avocat, Lucille Roy, et Louise Bourdon, toutes deux secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme consultants et conseillers en général, et gérer, administrer toutes entreprises commerciales ou industrielles, sous le nom de "Carillon Inc.", avec un capital total de \$10,000 divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11840-59)

Carillon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1959, incorporating: Marin Dion, lawyer, Lucille Roy and Louise Bourdon, both secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants and advisers in general to the management and executive of any commercial enterprises or industrial organization, under the name of "Carillon Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11973-59)

Cercast Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Frank Valenta, ingénieur professionnel, Irmgard Ferber Valenta, ménagère, épouse séparée de biens dudit Frank Valenta, tous deux de Ste-Geneviève de Pierrefonds, et Max Coblentz, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fondre des métaux ferreux et non-ferreux, et en fabriquer des produits finis, sous le nom de "Cercast Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 83 rue Ste-Agathe, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11973-59)

Cercast Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: Frank Valenta, professional engineer, Irmgard Ferber Valenta, housewife, wife separate as to property of the said Frank Valenta, both of St. Genevieve de Pierrefonds, and Max Coblentz, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To cast ferrous and non-ferrous metals, and to manufacture the same into finished products, under the name of "Cercast Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 83 St. Agathe Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12019-59)

Chacar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Chacar Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12019-59)

Chacar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April 1959, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Chacar Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11965-59)

Charmar Realities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Ann Druzin, secrétaire, fille majeure, de Longueuil, Mary Gaffney, secrétaire, fille majeure et Gerald Charness, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Charmar Realities Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4 est, rue Notre-Dame, chambre 504, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11965-59)

Charmar Realities Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April 1959, incorporating: Ann Druzin, secretary, spinster of full age of majority, of Longueuil, Mary Gaffney, secretary, spinster of full age of majority, and Gerald Charness, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Charmar Realities Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre-Dame Street East, Room 504, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11786-59)

Chat-View Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, Lillian Lazare et Netty Mol, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, constructions ou autres propriétés immobilières et droits, contrats et promesses de vente, permis de brevets, concessions et choses semblables, et, en général, en faire le commerce et les négocier de quelque manière que ce soit, sous le nom de "Chat-View Investments Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11786-59)

Chat-View Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Jack Greenstein, advocate, Lillian Lazare and Netty Mol, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange or otherwise dispose of, lands, buildings, or other immoveable property and rights, contracts and promises of sale, patent licences, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein in any manner whatsoever, under the name of "Chat-View Investments Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12931-59)

Citadel Planning, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Gérard LaRoche, Pierre Choquette, avocats, et Mlle Jeannette Labbé, sténodactylographe, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction, de gestion, d'administration, de promotion et de réalisation de projets et de développements domiciliaires, commerciaux et industriels, sous le nom de "Citadel Planning, Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(A.G. 12931-59)

Citadel Planning, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Gérard LaRoche, Pierre Choquette, advocates, and Miss Jeannette Labbé, steno-typist, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate, construction, management, administration, the promotion and realization of projects and housing, commercial and industrial developments, under the name of "Citadel Planning, Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11936-59)

Contour Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman, tous deux avocats, de Westmount, Arthur Yanofsky, avocat, de St-Laurent, Max Shrier, gérant, Annie McNamee et Gladys Matthys, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Contour Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11936-59)

Contour Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman, both advocates, of Westmount, Arthur Yanofsky, advocate, of St. Laurent, Max Shrier, manager, Annie McNamee and Gladys Matthys, secretaries, spinsters of full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Contour Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le
deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12359-59)

Contra Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Île Perrot, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Contra Realty Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11970-59)

Cornell Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, et William Levitt, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Cornell Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 18,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11849-59)

Delta Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: René-C. Alary, Luc Parent, tous deux de Montréal, et Honoré Parent, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Delta Enterprises Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions sans valeur nominale ou au pair et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$8,500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12359-59)

Contra Realty Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Contra Realty Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montréal, judicial district of Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11970-59)

Cornell Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Cornell Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 18,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11849-59)

Delta Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: René-C. Alary, Luc Parent, both of Montreal, and Honoré Parent, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Delta Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no nominal or par value and 3,500 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$8,500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10504-59)

Diamond Auto Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Naim Sion Iny, Maurice (Moshi) Sasson Peress et Naji Sion Iny, tous marchands, de Montréal, pour les objets suivants:

Négocier et exercer tous ou aucun des commerces de marchands de toutes pièces motorisées et leurs accessoires et gérer des salles d'exposition, appareils, postes de service, ateliers de réparation et garages, sous le nom de "Diamond Auto Supply Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 10504-59)

Diamond Auto Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Naim Sion Iny, Maurice (Moshi) Sasson Peress and Naji Sion Iny, all merchants, of Montreal, for the following purposes:

To trade and carry on all or any of the businesses of dealers in all automotive parts and their accessories and to operate showrooms, accessories, service stations, repair shops and garages, under the name of "Diamond Auto Supply Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11994-59)

Dunhill Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Dunhill Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11994-59)

Dunhill Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Dunhill Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each and 1,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12207-59)

Dunrae Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, avocats, et Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immubles et développement, sous le nom de "Dunrae Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9720 rue Jeanne Mance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12207-59)

Dunrae Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, advocates, and Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Dunrae Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9720 Jeanne Mance Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13522-59)

Éditions du Bien Public Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1959, constituant en corporation: Florida Doré, secrétaire, célibataire majeure, Clément Marchand et Yvon Thériault, journalistes, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'éditeurs, imprimeurs, graveurs, relieurs et autres commerces semblables, sous le nom de "Éditions du Bien Public Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1563, rue Royale, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(A.G. 13522-59)

Éditions du Bien Public Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1959, incorporating: Florida Doré, secretary, spinster of full age, Clément Marchand and Yvon Thériault, journalists, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on a business as editors, printers, engravers, binders and to deal in other similar types of business, under the name of "Éditions du Bien Public Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1563, Royale Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11622-59)

Eldridge Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1959, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman, Sidney, Cutler, avocats, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Eldridge Development Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune et 700 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11622-59)

Eldridge Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1959, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman, Sidney Cutler, advocates, and Annette Katz, secretary, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Eldridge Development Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 300 common shares of \$10 each and 700 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11875-59)

Engelwood Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Louis Schoner, agent d'immeubles, Bertram Schoner, ingénieur, et Seymour Machlovitch, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Engelwood Investments Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5333 avenue Brodeur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11875-59)

Engelwood Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Louis Schoner, realtor, Bertram Schoner, engineer, and Seymour Machlovitch, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Engelwood Investments Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 25,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 5333 Brodeur Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12229-59)

Expert Woodwork Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, Sonya Schneyer et Julie Suren, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, négocier et faire le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement de toute description et exercer le négoce de bois de construction et autres matériaux et aucun des produits d'iceux, sous le nom de "Expert Woodwork Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7573, 7e avenue, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12229-59)

Expert Woodwork Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, Sonya Schneyer and Julie Suren, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in furniture and furniture novelties of every description and to traffic in lumber and other materials and any of the products thereof, under the name of "Expert Woodwork Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7573, 7th Avenue, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11988-59)

Fintex Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, avocats, Earl Merling, étudiant, et Audrey Sutherland, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de peintures, polis, glacis, finis, pigments, mordants, vernis, laques, produits chimiques, articles de nettoyage, accessoires de scellage et tous ingrédients et produits d'iceux et les matériaux s'y rapportant sous le nom de "Fintex Limited", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 19,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11988-59)

Fintex Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Sol Sidney Fels, Jules Leavitt, advocates, Earl Merling, student, and Audrey Sutherland, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in paints, polishes, glazes, finishes, pigments, stains, varnishes, shellacs, chemicals, cleaning materials, sealing materials, and all ingredients and products thereof and materials relating thereto, under the name of "Fintex Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 19,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11913-59)

Forest Park Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, de Montréal, et Miriam Goldenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Norman Goldenberg, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, amélioration et construction, sous le nom de "Forest Park Investments Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4661 avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11913-59)

Forest Park Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, of Montreal, and Miriam Goldenberg, secretary, wife separate as to property of Norman Goldenberg, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and construction company, under the name of "Forest Park Investments Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4661 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 14321-58)

Forest Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Abraham Harold Crestohl, gérant de bureau, Harvey Crestohl et Leon D. Crestohl, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Forest Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11912-59)

Gayline Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: Melvin Salmon, de la vile Côte St-Luc, Moe Moscovitch, d'Outremont, et Irving Adessky, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, genres et descriptions, sous le nom de "Gayline Fashions Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11833-59)

Gaylord Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, Alexander Popliger, tous trois avocats, et Vera Day, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Gaylord Development Corp.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14321-58)

Forest Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Abraham Harold Crestohl, office maner, Harvey Crestohl and Leon D. Crestohl, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Forest Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 preferred shares of \$10 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11912-59)

Gayline Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1959, incorporating: Melvin Salmon, of the town of Côte St. Luc, Moe Moscovitch, of Outremont, and Irving Adessky, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and wearing apparel of all kinds, nature and descriptions, under the name of "Gayline Fashions Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11833-59)

Gaylord Development Corp.

*Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Morton Bell, Arthur I. Bronstein, Alexander Popliger, all three advocates, and Vera Day, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Gaylord Development Corp.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares at the par value of \$1 each and 400 preferred shares at the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12544-59)

Glastex Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, et Arthur D. Ruby, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et courtiers, sous le nom de "Glastex Realities Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11717-59)

Greenberg Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Greenberg Enterprises Corp.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12000-59)

Hag Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Adam Greenspoon, marchand, Samuel Moskovitch, conseil en loi de la Reine, David Litner, tous deux avocats, et Pâquerette Théorêt, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général, dans toutes ses spécialités, le commerce d'agents d'immeubles, sous le nom de "Hag Investment Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12544-59)

Glastex Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, and Arthur D. Ruby, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers, under the name of "Glastex Realities Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11717-59)

Greenberg Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Greenberg Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 5,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12000-59)

Hag Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Adam Greenspoon, merchant, Samuel Moskovitch, Queen's Counsel, David Litner, both advocates, and Pâquerette Théorêt, secretary, fille majeure et usant de ses droits, all of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the business of real estate agents in all its branches, under the name of "Hag Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11905-59)

Hampton Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, tous deux avocats, de Montréal, et Miriam Goldenberg, secrétaire, épouse séparée de biens de Normand Goldenberg, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Hampton Investments Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4661 avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11905-59)

Hampton Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Seymour Machlovitch, Morris Chaikelson, both advocates, of Montreal, and Miriam Goldenberg, secretary, wife separate as to property of Normand Goldenberg, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Hampton Investments Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 15,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 4661 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12017-59)

Herbal Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Leonard Liverman, Julius Briskin, tous deux de Westmount, Arthur Yanofsky, de St-Laurent, et Gerald Schneider, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Herbal Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12017-59)

Herbal Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Leonard Liverman, Julius Briskin, both of Westmount, Arthur Yanofsky, of St. Laurent, and Gerald Schneider, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Herbal Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 9,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12936-59)

Immeubles Nobel Realities, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Marguerite Choquette, avocate, Gérard La Rochelle, avocat, Jeannette Labbé, sténodactylographe, tous trois de Québec, et Jeanne Dionne, sténodactylographe, de Sillery, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "Immeubles Nobel Realities, Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune et en 38,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(A.G. 12936-59)

Immeubles Nobel Realities, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Marguerite Choquette, advocate, Gérard La Rochelle, advocate, Jeannette Labbé, steno-typist, all three of Quebec, and Jeanne Dionne, steno-typist, of Sillery, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and a construction company under the name of "Immeubles Nobel Realities, Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each and into 38,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11285-59)

Imperial Travel Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois avril 1959, constituant en corporation: Kiva Karl Weinberger, agent de voyages, Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agent de voyages, sous le nom de "Imperial Travel Service Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3722 avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11285-59)

Imperial Travel Service Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of April, 1959, incorporating: Kiva Karl Weinberger, travel agent, Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of travel agent, under the name of "Imperial Travel Service Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 3722 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11794-59)

Island Garden Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1959, constituant en corporation: Gabrielle Legault, secrétaire, célibataire, de Montréal, Henri-W. Laurier, de St-Lambert, David H. Wood, de Westmount, et William-S. Aaron, de St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, vendre, aliéner, louer et autrement faire le commerce de propriétés immobilières à des fins de placements, sous le nom de "Island Garden Inc.", avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera 5763 Wolsley North, Côte St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11794-59)

Island Garden Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1959, incorporating: Gabrielle Legault, secretary, spinster, of Montreal, Henri-W. Laurier, of St. Lambert, David H. Wood, of Westmount, and William-S. Aaron, of St. Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To acquire, hold, sell, alienate, lease and otherwise deal in immovable property for the purposes of investment, under the name of "Island Garden Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares having no nominal or par value and 3,500 preferred shares of \$10 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$20,000.

The head office of the company will be at 5763 Wolsley North, Côte St. Luc, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11617-59)

Islee Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1959, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, Alfred N. Segall, tous trois avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Islee Investment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5757 rue Decelles, chambre 450, Montréal, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 11617-59)

Islee Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1959, incorporating: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, Alfred N. Segall, all three advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Islee Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Street, Room 450, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12022-59)

Jacar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Jacar Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11652-59)

Jemd Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable agréé, et Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et courtiers pour la vente de toutes sortes de propriétés immobilières, -domiciliaires, commerciales, urbaines et rurales, sous le nom de "Jemd Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11927-59)

Jonquil Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, manufacturier, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et de placements, sous le nom de "Jonquil Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12022-59)

Jacar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jacar Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11652-59)

Jemd Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, chartered accountant, and Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and brokers for the sale of all kinds of immoveable property, commercial, housing, urban and rural, under the name of "Jemd Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11927-59)

Jonquil Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Jonquil Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11681-59)

Knights Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: Stanley D. Haltrecht, notaire, de St-Laurent, S. Bernard Haltrecht, notaire, et Moe Ackman, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Knights Investment Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 13638-58)

Re: Korvette Stores Ltd.

Dans l'avis relatif à la constitution en corporation de la compagnie ci-haut mentionnée — voir N° 50 de la *Gazette officielle de Québec*, du 13 décembre 1958, pages 4359 et 4360 — prière de lire, à la fin du premier paragraphe, Bernard Diguier au lieu de Gérard Diguier.
50960-o

(P.G. 12736-59)

Lamy Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Claude Lamy, Pierre Lamy, électriciens, et Mme Thérèse Thériault Lamy, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Lamy, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Lamy Electric Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 320 actions communes de \$100 chacune et en 80 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(P.G. 12930-59)

Laurentien Aluminium Ltée Laurentian Aluminum Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation:

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11681-59)

Knights Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: Stanley D. Haltrecht, notary, of St. Laurent, S. Bernard Haltrecht, notary, and Moe Ackman, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Knights Investment Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13638-58)

Re: Korvette Stores Ltd.

In the notice respecting the incorporation of the company mentioned hereinabove — see No. 50 of the *Quebec Official Gazette*, of December 13, 1958, pages 4359 and 4360 — kindly read, at the end of the first paragraph, Bernard Diguier in lieu of Gérard Diguier.
50960

(A.G. 12736-59)

Lamy Electric Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Claude Lamy, Pierre Lamy, electricians, and Mrs. Thérèse Thériault Lamy, housewife, wife separate as to property of the said Claude Lamy, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to operate a business dealing in electrical apparatus and accessories, under the name of "Lamy Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 320 common shares of \$100 each and into 80 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12930-59)

Laurentien Aluminium Ltée Laurentian Aluminum Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Luc Geoffrey,

Luc Geoffroy, de Chambly, Robert Dulude, de Dorion, Robert-Y. Lanthier, de Ste-Rose, et Maurice-S. Hébert, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de marchandises et articles en aluminium et autres articles fabriqués totalement ou en partie de métal ou de bois, sous le nom de "Laurentien Aluminium Ltée—Laurentian Aluminum Ltd.", avec un capital divisé en 100 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins \$500.

Le siège social de la compagnie sera 8562, rue Châteaubriand, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(P.G. 12021-59)

Loncar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Lionel Albert Sperber, avocat et conseil en loi de la Reine, Rita Segal, secrétaire, fille majeure, et Harry Segal, vendeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Loncar Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12039-59)

Mayer Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1959, constituant en corporation: David Goodman, de la ville de Hampstead, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous deux avocats, et Yvonne Bélanger, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, et développement, sous le nom de "Mayer Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 90 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11445-59)

Management Services Centre Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

of Chambly, Robert Dulude, of Dorion, Robert-Y. Lanthier, of Ste-Rose, and Maurice-S. Hébert, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To manufacture and carry on a business dealing in merchandise in aluminium and in other articles manufactured totally or partly on metal or in wood, under the name of "Laurentien Aluminium Ltée—Laurentian Aluminum Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall start its operations shall be at least \$500.

The head office of the company will be at 8562, Châteaubriand Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12021-59)

Loncar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Lionel Albert Sperber, advocate and Queen's Counsel, Rita Segal, secretary, spinster of the full age of majority, and Harry Segal, salesman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Loncar Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12039-59)

Mayer Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1959, incorporating: David Goodman, of the town of Hampstead, Godfroy Marin, of Pointe Claire, both advocates, and Yvonne Bélanger, secretary, spinster of full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Mayer Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 90 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11445-59)

Management Services Centre Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: William Tetley, de Ville Mont-Royal, Peter Robert David Mackell et Charles Alexander Phelan, tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et agir comme consultants, surveillants, administrateurs et conseillers industriels, commerciaux et de gestion, sous le nom de "Management Services Centre Ltd.", avec un capital total de \$10,100, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11943-59)

Montego Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman, tous deux de Westmount, et Arthur Yanofsky, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Montego Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11880-59)

Montreal, Mop Mfg. Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Irving Halperin, Daniel Morris, tous deux avocats, et Ernest Rashkovan, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général, faire le commerce de vadrouilles, balais, essoreuses et produits de nettoyage et tous produits connexes, sous le nom de "Montreal, Mop Mfg. Company", avec un capital total de \$25,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 75 rue Napoléon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11980-59)

M. V. Auger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1959, incorporating: William Tetley, of the town of Mount Royal, Peter Robert David Mackell and Charles Alexander Phelan, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To act as and to carry on the business of industrial, business and management consultants, supervisors, administrators and advisors, under the name of "Management Services Centre Ltd.", with a total capital stock of \$10,100, divided into 100 common shares of a par value of \$1 each and 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11943-59)

Montego Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman, both of Westmount, and Arthur Yanofsky, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Montego Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11880-59)

Montreal, Mop Mfg. Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Irving Halperin, Daniel Morris, both advocates, and Ernest Rashkovan, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in mops, brooms, wiper and cleaning products and all products related thereto, under the name of "Montreal, Mop Mfg. Company", with a total capital stock of \$25,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 75 Napoléon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11980-59)

M. V. Auger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, négociants, confectionneurs, acheteurs et vendeurs d'articles vestimentaires de toutes sortes et descriptions, tissus textiles et toutes sortes de tissus, et produits d'iceux, sous le nom de "M. V. Auger Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,500 actions, catégorie "A", de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11874-59)

Northern Protective Systems Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1959, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, conseil en loi de la Reine, et Fred Kaufman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre ou de toutes manières, faire le commerce de sirènes ou systèmes d'alarme en cas de vol, feu et/ou coup à main armée, dispositifs et appareils, sous le nom de "Northern Protective Systems Co.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11853-59)

Penny Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, de Côte St-Luc, Sema Black, secrétaire, fille majeure, et Moses Moscovitch, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Penny Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12541-59)

Pleasant Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzweig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, jobbers, manufacturers, buyers and sellers of wearing apparel of all kinds and description, textile fabrics and all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "M. V. Auger Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 1,500 class "A" shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11874-59)

Northern Protective Systems Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1959, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Queen's Counsels, and Fred Kaufman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell or deal in all manner of burglary, fire and/or hold-up alarms, devices and apparatus, under the name of "Northern Protective Systems Co.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11853-59)

Penny Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Charles Brownstein, advocate, of Côte St. Luc, Sema Black, secretary, spinster of full age of majority, and Moses Moscovitch, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Penny Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12541-59)

Pleasant Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: William Silverberg, marchand, Philip Bell, comptable, tous deux de St-Laurent, et Jack Pashlin, marchand, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Pleasant Realty Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12667-59)

Primex Surplus Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre mai 1959, constituant en corporation: Émile Primeau, commerçant, Rita Dessureault Primeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émile Primeau, et Mlle Carmelia Auger, marchande, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, remiser tous produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre, et leurs sous-produits; des merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de "Primex Surplus Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960-o P. FRENETTE.

(P.G. 12190-59)

Princess Silks Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Sol Abracen, Mortimer Abracen, tous deux marchands, et Mme Anne Marinoff Abracen, marchande publique, épouse séparée de biens dudit Sol Abracen, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, fourreurs, marchands de soies, tapis, coton, drap et dentelle, marchands d'articles vestimentaires, ou fabricants ou importateurs, sous le nom de "Princess Silks Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: William Silverberg, merchant, Philip Bell, accountant, both of St. Laurent, and Jack Pashlin, merchant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Pleasant Realty Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 3,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12667-59)

Primex Surplus Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of May, 1959, incorporating: Émile Primeau, tradesman, Rita Dessureault Primeau, housewife, wife separate as to property of the said Émile Primeau, and Miss Carmelia Auger, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, store all products, articles and merchandise made wholly or in part, of leather rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass, and their by-products; small wares, edible products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, products of the earth, sea and forests, beauty products, toilet articles and perfumes, under the name of "Primex Surplus Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12190-59)

Princess Silks Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Sol Abracen, Mortimer Abracen, both merchants, and Mrs. Anne Marinoff Abracen, marchande publique, wife separate as to property of the said Sol Abracen, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, gloves, furriers, silks, carpets, cotton, cloth and lace merchants, wearing apparel merchants, or manufacturers or importers, under the name of "Princess Silks Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11730-59)

Rannana Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, et Daniel Morris, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers en immeubles et exercer, gérer et entreprendre les commerce et activités d'une compagnie de portefeuille, placements et immeubles, dans l'unique but d'en retirer le prix de location et les revenus, sous le nom de "Rannana Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12012-59)

Reliable Construction & Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Claude Morin, secrétaire, Ellen Haggenmueller, commis, toutes deux filles majeures, tous trois de Montréal, et Shirley Simon, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, de constructeurs et d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Reliable Construction & Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisée en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12363-59)

Renaud Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-et-un avril 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, tous deux avocats, John Hamilton, secrétaire tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Renaud Development Corporation",

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11730-59)

Rannana Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman, Irving J. Halperin and Daniel Morris, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the general business of realty brokers and to carry on, conduct and engage in the business and activities of holding and investment company of real estate, for the sole purpose of deriving rents and revenues therefrom, under the name of "Rannana Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12012-59)

Reliable Construction & Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Claude Morin, secretary, Ellen Haggenmueller, clerk, both filles majeures, all three of Montreal, and Shirley Simon, secretary, fille majeure, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders and real estate company, under the name of "Reliable Construction & Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12363-59)

Renaud Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of April, 1959, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, both advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Renaud Development Corporation", with

avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 1612, 1255 rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11720-59)

Rent-A-Shirt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, avocats, Sonya Schneyer et Julie Suren, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pourvoyeur de chemises, cache-poussière, tabliers, serviettes et toiles de toutes sortes sur un plan de location; exercer le commerce d'une buanderie générale et nettoyage à sec, sous le nom de "Rent-A-Shirt Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 10,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6300 Chemin "Upper Lachine", Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11949-59)

Robin Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, avocat, Joseph Nuss, étudiant, et Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immubles, sous le nom de "Robin Investment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12395-59)

Rouyn Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat, Alan Golden, gérant, tous deux d'Outremont, Danièle Blanchard, de Montréal, et Huguette St-Marseille, de l'Ile Perrot, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Suite 1612, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11720-59)

Rent-A-Shirt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1959, incorporating: Irwin S. Brodie, Theodore H. Polisuk, advocates, Sonya Schneyer and Julie Suren, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a supplier of shirts, coats, aprons, towels and linens of all kinds on a rental basis; to carry on the business of a general laundry and dry cleaning business, under the name of "Rent-A-Shirt Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 10,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 6300 Upper Lachine Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11949-59)

Robin Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, barrister, Joseph Nuss, student, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Robin Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares having a par value of \$100 each and 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12395-59)

Rouyn Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Louis Orenstein, advocate, Alan Golden, manager, both of Outremont, Danièle Blanchard, of Montreal, and Huguette St-Marseille, of Ile Perrot, both secretaries, filles majeures, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Rouyn Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11654-59)

Saal Investments Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1959, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, avocat, Abraham H. Crestohl, gérant de bureau, tous deux de Montréal, et Harvey Crestohl, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Saal Investments Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12119-59)

Shellex Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, conseil en loi de la Reine, Rollin Gallay, tous deux avocats, et Sarah Miller, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Shellex Corp.", avec un capital total de \$1,500, divisé en 1,500 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11679-59)

Son-Mar Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman, tous deux de Westmount, et Arthur Yanofsky, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de construction générale et d'immeubles et exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Son-Mar Realty Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

To carry on the business of a real estate development and construction company, under the name of "Rouyn Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11654-59)

Saal Investments Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1959, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, advocate, Abraham H. Crestohl, office manager, both of Montreal, and Harvey Crestohl, advocate, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Saal Investments Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12119-59)

Shellex Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Samuel David Rudenko, Queen's Counsel, Rollin Gallay, both advocates, and Sarah Miller, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Shellex Corp.", with a total capital stock of \$1,500, divided into 1,500 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11679-59)

Son-Mar Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman, both of Westmount, and Arthur Yanofsky, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To operate as a general construction and real estate company and to carry on the business of an investment company, under the name of "Son-Mar Realty Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11721-59)

Starland Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1959, constituant en corporation: Julius Briskin, Leonard Liverman, tous deux de Westmount, et Arthur Yanofsky, de St-Laurent, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Starland Investment Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 12640-59)

Sunny River Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1959, constituant en corporation: Maurice Steinberg, avocat, Thomas Gavin, comptable, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Sunny River Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(P.G. 11873-59)

The Miss Montreal (Dorval) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1959, constituant en corporation: Norman N. Genser, avocat, de Hampstead, Robert Kashower, restaurateur, et Rose-Marie Bourgoing, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurant, sous le nom de "The Miss Montreal (Dorval) Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11721-59)

Starland Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1959, incorporating: Julius Briskin, Leonard Liverman, both of Westmount, and Arthur Yanofsky, of St. Laurent, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Starland Investment Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12640-59)

Sunny River Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1959, incorporating: Maurice Steinberg, advocate, Thomas Gavin, accountant, and Frances Morrison, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Sunny River Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11873-59)

The Miss Montreal (Dorval) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1959, incorporating: Norman N. Genser, advocate, of Hampstead, Robert Kashower, restaurateur, and Rose-Marie Bourgoing, secretary, unmarried, of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a restaurant, under the name of "The Miss Montreal (Dorval) Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$5 each and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11933-59)

T. Quint Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig et William Levitt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "T. Quint Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions catégorie "A", de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11933-59)

T. Quint Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "T. Quint Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 shares Class "A" shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12603-59)

Tophat Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Katherine Ingledew, sténographe, célibataire, et Daniel Kingstone, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Tophat Developments Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50960 P. FRENETTE.

(A.G. 12603-59)

Tophat Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Katherine Ingledew, stenographer, spinster, and Daniel Kingstone, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Tophat Developments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares having a par value of \$10 each and 1,000 common shares having a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,

50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10989-59)

Value Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Value Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

50960 P. FRENETTE.

(A.G. 10989-59)

Value Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Value Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11903-59)

Westland Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1959, constituant en corporation: Ann Druzin, de Longueuil, Mary Gaffney et Toba L. Charness, de Montréal, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Westland Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4 est, rue Notre Dame chambre 504, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11903-59)

Westland Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1959, incorporating: Ann Druzin, of Longueuil, Mary Gaffney and Toba L. Charness, of Montreal, all three secretaries, spinsters of full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Westland Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre Dame Street East, Room 504, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11714-59)

Winfield Developments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1959, constituant en corporation: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, tous trois avocats, de Montréal, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et constructeurs et agir comme une compagnie de construction, en général, d'immeubles et de placements, sous le nom de "Winfield Developments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11714-59)

Winfield Developments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1959, incorporating: John L. Liberman, Alfred N. Segall, Max Teitelbaum, all three advocates, of Montreal, and Marilyn Denny, secretary, spinster of full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and to operate as a general construction and real estate company; to carry on the business of an investment company, under the name of "Winfield Developments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11831-59)

Zefaro Investment & Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, avocats, Sylvia Teitlebaum et Marcia Shetzen, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "Zefaro Investment & Development Ltd.", avec un capital total de \$125,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6655 avenue Fielding, app. 1, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
50960 P. FRENETTE.

(A.G. 11831-59)

Zefaro Investment & Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, Sylvia Teitlebaum and Marcia Shetzen, secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Zefaro Investment & Development Ltd.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 1,100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 6655 Fielding Avenue, Apt. 1, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1959.

P. FRENETTE,
50960-o Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, N° 19574. Dame Thérèse Leblanc, commis domiciliée en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de John D. Hudon, voyageur de commerce du même lieu, demanderesse, vs John D. Hudon, voyageur de commerce, domicilié en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Saint-François, Superior Court, No. 19574. Dame Thérèse Leblanc, clerk, domiciled in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property of John D. Hudon, commercial traveller of the same place, plaintiff, vs John D. Hudon, commercial traveller domiciled in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

AVIS

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur. Sherbrooke, P.Q., le 26 juin 1959.

L'Avocat de la demanderesse,
50962-o CHARLES LEMIEUX.

NOTICE

An action for separation as to property has been instituted by plaintiff against defendant. Sherbrooke, P.Q., June the 26th, 1959.

CHARLES LEMIEUX,
Attorney for the plaintiff.

Avis divers

Miscellaneous Notices

AVIS DE CONSTITUTION D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que les soussignés Georges Tanguay, 3500, de la Montagne, Montréal, P.Q., courtier d'assurances; Paul Tanguay, 137, rue Putney, St-Lambert, P.Q., courtier d'assurances; Paul Galipeau, 1312, rue St-Viateur, Outremont, P.Q., courtier d'assurances; Maurice Tanguay, 125, rue Daigneault, Chambly, P.Q., courtier d'assurances; Henri Chartrand, 4458, rue Christophe-Colomb, Montréal, P.Q., administrateur; Cyrille Larue, 172, boulevard Quinn, Longueuil, P.Q., administrateur; Gérard Hébert, 2825, rue Beauclerk, Montréal, P.Q., comptable ont l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: contre les accidents d'automobiles, d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, responsabilité civile, navigation intérieure, transport, maritime océanique, contre le bris de glace (plate glass), contre la maladie, contre les défauts d'extincteurs automatiques, sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, les intempéries, ou tout autre genre d'assurance ou de réassurance, excepté l'assurance-vie.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de juin 1959.

Signature des requérants,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

NOTICE OF FORMATION OF AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the undersigned Georges Tanguay, 3500 de la Montagne, Montreal, Que., insurance broker; Paul Tanguay, 137, Putney Street, St. Lambert, Que., insurance broker; Paul Galipeau, 1312, St. Viateur Street, Outremont, Que., insurance broker; Maurice Tanguay, 125, Daigneault Street, Chambly, Que., insurance broker; Henri Chartrand, 4458, Christophe-Colomb Street, Montreal, Que., administrator; Cyrille Larue, 172, Quinn Blvd., Longueuil, Que., administrator; Gérard Hébert, 2825, Beauclerk Street, Montreal, Que., accountant intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q., 1941), under the name of "The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: automobile accidents, aviation, burglary with or without forcible entry, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, public liability, inland marine, ocean marine, cargo, plate glass, sickness, sprinkler leakage, boilers, cyclones, tornadoes and all other classes of insurance or reinsurance, other than life.

Given at Montreal, this ninth day of June, 1959.

Signature of petitioners,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

PARCOL INC.

Avis est par les présentes donné que le règlement spécial "A" a été adopté par les directeurs de "Parcol Inc.", le 10 juin 1959 et ratifié le même jour par tous les actionnaires, pourvoyant à la distribution de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 30 juin 1959.

Le Secrétaire,
GUY GAGNON.

50963-0

PARCOL INC.

Notice is hereby given that special by-law "A" was enacted by the directors of "Parcol Inc.", on the 10th of June 1959 and ratified the same day by all the shareholders, providing for the distribution of the assets of the company among its shareholders in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, June 30th, 1959.

GUY GAGNON,
Secretary.

50963-0

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE RIMOUSKI

Aux habitants de la municipalité
de la ville de Rimouski

Avis public est par les présentes donné par le soussigné que, conformément à l'article 60 de la loi du Régime des Eaux Courantes, la corporation municipale de la ville de Rimouski, dans le comté de Rimouski se propose de faire construire un barrage et une station de pompage sur la petite Rivière Neigette, sur le lot 41, du rang I, canton Neigette, et le lot 23-A, du rang II du canton Neigette, comté de Rimouski, pour l'emmagasinement en toutes saisons des eaux de la petite Rivière Neigette dans le but de les conserver pour assurer l'uniformité d'alimentation en eau potable d'une partie de l'aqueduc de la ville de Rimouski.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement et le genre des travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au Département des Ressources Hydrauliques de la province de Québec et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Rimouski à Rimouski.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Donné à Rimouski, ce vingt-troisième jour du mois de juin mil neuf cent cinquante-neuf.

Le greffier,
(Signé) ARMAND GAGNON.

50977-0

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM
(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le vingt-six juin 1959, l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le changement de nom de "L'Association des Policiers de la cité de Jacques-Cartier", dont la formation a été autorisée le 12 février 1959, avec siège social en la cité de Jacques-Cartier, en celui de "La Fraternité des Policiers de Jacques-Cartier Inc.", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et 8 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

50978-0

(P.G. 11400-58)

PAPETERIE LAUZIER LTÉE
LAUZIER PAPER LTD.

Règlement N° 33

concernant la modification du nombre de directeurs de "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd."

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF RIMOUSKI

To the inhabitants of the municipality
of the town of Rimouski

Public notice is hereby given by the undersigned that, in conformity with section 60 of the Water-Course Act, the municipal corporation of the town of Rimouski, in the county of Rimouski, proposes to build a dam and a pumping station on the "Petite Rivière Neigette", on lot 41, of range I, township Neigette, and lot 23-A, of range II of the township of Neigette, county of Rimouski, to store at all seasons the waters of the "Petite Rivière Neigette" with the object of ensuring a uniform supply of drinking water for a part of the aqueduct of the town of Rimouski.

Notice is also given that a petition to this effect accompanied by a plan and specifications indicating the emplacement and the kind of work and the lots of land which shall be affected by this work, has been transferred to the Hydraulic Resources of the Province of Quebec and that a duplicate of this plan and specifications has been deposited with the Registry Division of Rimouski, at Rimouski.

The request for authorization contained in the petition shall be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Given at Rimouski, this twenty-third day of the month of June, one thousand nine hundred and fifty-nine.

(Signed) ARMAND GAGNON,
Town Clerk.

50977

NOTICE OF CHANGE OF NAME
(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that on the twenty-sixth day of June 1959, the Honourable the Provincial Secretary authorized the changing of the name of "L'Association des Policiers de la cité de Jacques-Cartier", the formation of which had been authorized February 12, 1959, with head office in the city of Jacques-Cartier, to that of "La Fraternité des Policiers de Jacques-Cartier Inc.", pursuant to the provisions of sections 7 and 8 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, the sixth day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE.

50978 Assistant Secretary of the Province.

(A.G. 11400-58)

PAPETERIE LAUZIER LTÉE
LAUZIER PAPER LTD.

By-law No. 33

concerning the modification in the number of directors of "Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd."

"1° Le nombre des directeurs de la compagnie qui était de cinq suivant le règlement N° 31 adopté le 19 février 1958 par les directeurs, ratifié par les actionnaires le même jour et sanctionné par lettres patentes supplémentaires le 8 juillet 1958 est abrogé.

2° Le nombre des directeurs de "Papeterie Lauzier Limitée — Lauzier Paper Limited", sera dorénavant de quatre directeurs."

Copie certifiée du règlement N° 33 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 30 mars 1959 et approuvé à une assemblée générale de la Compagnie tenue le 21 avril 1959 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Le Président,
JACQUES LAUZIER.

50979-o

(P.G. 2079-51)

WILLIAM PATERSON & COMPANY INC.

Règlement spécial "A"

Un règlement qui augmente le nombre de directeurs de trois à quatre.

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "A" de "William Paterson & Company Inc.", ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre."

Je, K. Hunter Wilson, assistant-secrétaire de "William Paterson & Company Inc.", certifie, par les présentes, que le précédent est une copie véritable du règlement spécial "A" décrété par le bureau de direction à son assemblée tenue le 7e jour d'avril 1959, en la cité de Montréal, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 7e jour d'avril 1959, à laquelle les détenteurs de toutes les actions émises de la compagnie étaient présents et votèrent à l'unanimité en faveur de la sanction et ratification dudit règlement.

Montréal, Québec, 7 avril 1959.
(Seau)
L'Assistant-secrétaire,
K. HUNTER WILSON.

50980

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Union des Employés de Yvon Larocque Transport Ltée", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le vingt-six juin 1959.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

50998-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Centre Administratif de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal", en date du 31 mai 1959, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce

"1. The number of the directors of the company which was five according to by-law No. 31 adopted on February 19, 1958 by the directors, ratified by the shareholders the same day and sanctioned by supplementary letters patent on July 8, 1958, is abrogated.

2. The number of the directors of the "Papeterie Lauzier Limitée — Lauzier Paper Limited", shall hereinafter be of four Directors."

Certified copy of by-law No. 33 duly adopted at a meeting of the directors held on March 30, 1959 and approved at a general meeting of the company held on April 21, 1959 by the shareholders holding between them 100% of the shares represented at this meeting.

JACQUES LAUZIER,
President.

50979

(A.G. 2079-51)

WILLIAM PATERSON & COMPANY INC.

Special by-law "A"

A by-law to increase the number of directors from three to four.

"Be it enacted and it is hereby enacted as special by-law "A" of "William Paterson & Company Inc.", as follows:

The number of the board of directors of the company be and it is hereby increased from three to four."

I, K. Hunter Wilson, Assistant Secretary of "William Paterson & Company Inc.", hereby certify the foregoing to be a true copy of special by-law "A" enacted by the board of directors at its meeting held on the 7th day of April, 1959, at the city of Montreal, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the shareholders of the company held on the 7th day of April, 1959, at which were present the holders of all the issued shares of the company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said by-law.

Montreal, Quebec, April 7th, 1959.
(Seal)
K. HUNTER WILSON,
Assistant-Secretary.

50980-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Union des Employés de Yvon Larocque Transport Ltée", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on the twenty-sixth day of June 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

50998

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Centre Administratif de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal" under date of May 31, 1959, whereof the head office is at Montreal, judicial district of

document a été déposé dans les archives du Secrétaire de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50999-o RAYMOND DOUVILLE.

Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50999 Assistant Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Jos. Renaud Limitée", demandera au Procureur Général de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
50964-o GÉRARD DUFRESNE, notaire.

J. A. GOSSELIN SALES LIMITED

En vertu de la Loi des compagnies, (S.R.Q. 1941), "J. A. Gosselin Sales Limited", donne par les présentes avis qu'elle fera application près de l'Honorable Procureur-Général de la province de Québec, aux fins d'obtenir la permission d'abandonner la charte de la compagnie.

Drummondville, ce 3ième jour de juillet 1959.
Le Secrétaire,
50965-o ANTOINE BIRON.

SOUTH SHORE AMUSEMENT COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "South Shore Amusement Company Limited", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social et principale place d'affaires à St-Lambert, district de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour de juillet 1959.
Les Procureurs de
SOUTH SHORE AMUSEMENT COMPANY LIMITED,
SLAPACK & CHARLAP,
1374 ouest, rue Sherbrooke,
Montréal, Qué. 50989

DROUIN CONSTRUCTION LTÉE

Avis d'abandon de charte

Prenez avis que la compagnie "Drouin Construction Ltée" constituée en corporation sous l'autorité de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 19 mai, 1956, et ayant son siège social dans le district de Québec, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 2ème jour de juillet 1959.
Le Secrétaire de la Requérante,
50990-o (Signé) F. DROUIN, C.A.

Prenez avis que la compagnie "Lechasseur Inc.", incorporée sous la loi des compagnies de Québec et ayant son bureau principal en la cité de Québec, demandera au procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 3ième jour de juillet 1959.
Les Procureurs de la requérante,
50991-o CHARRON & MERCIER.

Charters — Surrender of

NOTICE

Take notice that the company "Jos. Renaud Limitée", will apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender its charter.

GÉRARD DUFRESNE, notary,
50964 Attorney for the Company.

J. A. GOSSELIN SALES LIMITED

Under the Companies' Act, (R.S.Q. 1941), "J. A. Gosselin Sales Limited", hereby gives notice that it will make application to the Honorable the Attorney General of the Province of Québec, for leave to surrender the charter of the company.

Drummondville, this 3rd day of July, 1959.
ANTOINE BIRON,
50965-o Secretary.

SOUTH SHORE AMUSEMENT COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "South Shore Amusement Company Limited" incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office and principal place of business at St. Lambert, district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of July, 1959.
SLAPACK & CHARLAP,
Attorneys for
SOUTH SHORE AMUSEMENT COMPANY LIMITED,
1374 Sherbrooke St. West,
Montreal, Que. 50989-o

DROUIN CONSTRUCTION LTÉE

Notice of surrender of charter

Take notice that the company "Drouin Construction Ltée" constituted as a corporation under the authority of Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated May 19, 1956, and having its head office in the district of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Quebec, the second day of July, 1959.
(Signed) F. DROUIN, C.A.,
50990 Secretary of the Petitioner.

Notice is hereby given that "Lechasseur Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of July, 1959.
CHARRON & MERCIER,
50991-o Attorneys for the Petitioner.

Curatelle publique

Canada — Province de Québec
District de St-François

Succession vacante de Henri Benoit, en son vivant de Magog, Qué.

Le soussigné donne avis que cette succession a été déclarée vacante en vertu d'un jugement rendu le 3 mai 1957 par un juge de la cour supérieure siégeant à Sherbrooke dans le district de St-François que, sous l'autorité de la loi de la curatelle publique (9 Geo. VI, c. 62), il est curateur d'office à cette succession, et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC,

187, rue Sainte-Catherine (Ouest),
Montréal 18.

50981-0

Public Curatorship

Canada — Province of Quebec
District of St-Francis

Vacant Estate of Henri Benoit in his lifetime of Magog, Que.

The undersigned gives notice that the said estate has been declared vacant in virtue of a judgment rendered on May 3, 1957, by a judge of the Superior Court sitting at Sherbrooke, in the district of St. Francis, that he is, under the authority of the Public Curatorship Act (9 Geo. VI ch. 62), curator ex-officio to the said estate, and that he will receive, at the address given below, the payment of all debts owing to the said estate and proof of all claims against it.

THE PUBLIC CURATOR,

187, Sainte-Catherine Street (West),
Montreal 18.

50981

Demande à la Législature

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Armin Feldmann, marchand, Baruch Werzberger, ministre, Robert Monheit, manufacturier, Mayer Pollak, fourreur, Sandor Grunwald, boulanger, Moric Treitel, marchand, Abraham Edelstein, manufacturier de broderie, Simon Reichman, marchand, Salamon Werzberger, ministre du culte, Majse Zanger, ministre du culte, Soehlem Waldman, marchand, David Grunfeld, boucher, Ernst Kremer, peintre, More Schwarc, tailleur, Aron Gluck, pourvoyeur, Leib Goldstein, épicer, Alexander Gellis, rembourreur, Armin Schonfeld, retraité, Hers Monheit, marchand, Hers Lipsitz, agent de voyage, tous des cité et district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Community Holy Association of United Congregations", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissaires et autres instruments négociables sous la signature de ses ou autres qui peuvent être déterminée par son bureau de direction; conserver des registres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des registres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à ceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gou-

Application to Legislature

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Armin Feldmann, merchant, Baruch Werzberger, minister, Robert Monheit, manufacturer, Mayer Pollak, furrier, Sandor Grunwald, baker, Moric Treitel, merchant, Abraham Edelstein, embroidery manufacturer, Simon Reichman, merchant, Salamon Werzberger, minister, Majse Zanger, minister, Soehlem Waldman, merchant, David Grunfeld, butcher, Ernst Kremer, painter, More Schwarc, tailor, Aron Gluck, caterer, Leib Goldstein, grocer, Alexander Gellis, upholsterer, Armin Schonfeld, retired, Hers Monheit, merchant, Hers Lipsitz, travel agent, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Community Holy Association of United Congregations" with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof; and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of civil status to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a licence from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers

verneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de toute autre corporation similaire ou autre institution de même nature, avec le consentement de ladite corporation ou institution.

Montréal, le 12 mars 1959.

Le Procureur de la requérante,
50976-28-4 LOUIS DINER C.R.

conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of any other similar corporation or other institution of a similar nature with the consent of the said corporation or institution.

Montreal, March 12, 1959.

LOUIS DINER, Q.C.,
50976-28-4-o Attorney for Petitioners.

Département de l'Instruction Publique

N° 342-59.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Dubuisson, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 59 à la limite est du canton, dans le rang I et II du comté Malartic, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 22 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50928-27-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 873-58.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Jeanne de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, les lots 290 à 305 inclusivement du cadastre officiel de Cap-Santé, pour les annexer à la municipalité scolaire de Cap-Santé, même comté.

Québec, le 22 juin 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50929-27-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 544-59.

Demande est faite d'annexer pour les contribuables catholiques seulement, le territoire de la municipalité scolaire de Litchfield-Lower, dans le comté de Pontiac, à la municipalité scolaire Portage-du-Fort, même comté.

Québec, le 22 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50930-27-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 348-58.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Northfield, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire du village de Gracefield, même comté.

Québec, le 30 juin, 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50953-27-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 272-56.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Agapit, dans le comté de Lotbinière, à la municipalité scolaire de St-Agapitville, même comté.

Québec, le 7 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50994-28-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 389-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Barnabé, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité scolaire du village de St-Barnabé, même comté et de changer le nom de cette

Department of Education

No. 342-59.

Application is made to annex to the school municipality of Dubuisson, in the county of Abitibi-East, lots 59 to East limits of the township, in ranges I and II of the county of Malartic, territory not as yet organized from an educational point of view.

Quebec, June 22, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50928-27-2 Superintendent of Education.

No. 873-58.

Application is made to detach from the school municipality of Ste-Jeanne of Pont-Rouge, in the county of Portneuf, lots 290 to 305 inclusively of the official cadaster of Cap-Santé, to annex them to the school municipality of Cap-Santé, same county.

Quebec, June 22, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50929-27-2 Superintendent of Education.

No. 544-59.

Application is made to annex, for the Catholic ratepayers only, the territory of the school municipality of Litchfield-Lower, in the county of Pontiac, to the school municipality of Portage-du-Fort, same county.

Quebec, June 22, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50930-27-2 Superintendent of Education.

No. 348-58.

Application is made to annex, for Catholic ratepayers only, the present territory of the school municipality of Northfield, in the county of Gatineau, to the school municipality of the village of Gracefield, same county.

Quebec, June 30, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50953-27-2 Superintendent of Education.

No. 272-56.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of St. Agapit, in the county of Lotbinière, to the School Municipality of St. Agapitville, same county.

Quebec, July 7, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
50994-28-2 Superintendent of Education.

No. 389-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of parish of St-Barnabé, in the county of St-Hyacinthe, to the school municipality of the village of St-Barnabé, same county and to change the name of the latter

dernière en celui de St-Barnabé, comté de St-Hyacinthe.

Québec, le 7 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50995-28-2-o O. J. DÉSALNIERS.

Quebec, July 7, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 449-59.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en conseil en date du 25 juin 1959, de changer le nom de la municipalité scolaire de St-Agnès-de-Ditchfield, dans le comté de Frontenac, en celui de Frontenac, même comté.

Ce changement prendra effet le 19 juillet 1959.

Québec, le 7 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50997-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 449-59.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated June 25, 1959, has been pleased to change the name of the school municipality of St-Agnès-de-Ditchfield, in the county of Frontenac, into that of Frontenac, same county.

This change will take effect on July 19, 1959.

Quebec, July 7, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forest

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Drummondville, quartier nord (municipalité de cité de Drummondville) division d'enregistrement de Drummond.

Avis est par la présente donné que les lots 21 à 26 et une partie du lot 27 sont annulés et les lots 188 à 197 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 5 mai 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50961-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the town of Drummondville, north ward (municipality of city of Drummondville) registration division of Drummond.

Notice is hereby given that lots 21 to 26 and part of lot 27 are cancelled and lots 188 to 197 are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, May 5, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50961-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Valérien division d'enregistrement de Shefford.

Avis est par la présente donné que le lot 529 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juin 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
50961-o AVILA BÉDARD.

Official cadastre of the parish of St-Valérien registration division of Shefford.

Notice is hereby given that lot 529 has been added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 26th, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
50961-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante au décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements, refondu par l'arrêté en conseil numéro 21-C du 9 janvier 1958, relatif à l'industrie de la construction dans la région de Chicoutimi;

Le sous-paragraphe 6° suivant sera ajouté au paragraphe "g" de l'article III:

"6° Les travaux de nivellement, de terrassement et de posage d'asphalte de caractère résidentiel, ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret."

Pursuant to the procedure established under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1743 of July 11, 1941 and amendments, revised by Order in Council No. 21-C of January 9, 1958, relating to the construction industry in the region of Chicoutimi;

The following sub-paragraph 6. will be added to paragraph "g" of article III:

"6. All residential levelling and earthwork and asphalt laying shall not be subject to the provisions of the present decree."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 juillet 1959.

51007-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 11, 1959.

51007-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail donne avis, par les présentes, qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 44 du 14 février 1954 et amendements, relatif aux métiers de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames dans la région de Québec, savoir:

1° Le paragraphe "a" de l'article 52 sera remplacé par le suivant:

"52. *Heures de travail:* a) La durée hebdomadaire du travail est de cinquante-deux (52) heures réparties comme suit:

Les lundi, mardi et jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

Le mercredi: de 8.00 a.m. à midi;

Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

Le samedi: de 8.00 a.m. à 8.00 p.m.;

La veille des fêtes chômées: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

2° Les prix minima des services apparaissant à l'article 54 seront remplacés par les suivants:

"54. *Prix minima des services:* Les employeurs, les artisans et les salariés doivent charger à la clientèle; les prix minima suivants pour les services ci-après énumérés:

Coupe de cheveux pour adultes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... \$0.75

Vendredi, samedi et veilles de fêtes
chômées..... 0.85

Coupe de cheveux pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.45

Vendredi, samedi et veilles de fêtes
chômées..... 0.55

Coupe de cheveux en brosse pour hommes:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.90

Vendredi, samedi et veilles de fêtes... 1.00

Coupe de cheveux en brosse pour enfants au-dessous de 14 ans:

Lundi, mardi, mercredi et jeudi..... 0.55

Vendredi, samedi et veilles de fêtes... 0.65

Barbe..... 0.50

Rasage du cou, des favoris et/ou des côtés du cou..... 0.25

Massage ordinaire..... 0.75

Massage à la glaise..... 1.00

Massage à l'huile..... 1.50

Shampooing sec..... 0.35

Shampooing ordinaire..... 0.75

Shampooing à l'huile..... 1.00

Flambage des cheveux..... 0.25

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour hereby gives notice that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree number 44 of January 14, 1954 and amendments, relating to the men's and ladies' hairdressing trades in the region of Québec, to wit:

1. Paragraph "a" of article 52 will be replaced by the following:

"52. *Hours of work:* a) The weekly duration of work shall consist of fifty-two (52) hours, distributed as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

Wednesday: 8.00 a.m. to 12.00 (noon);

Friday: 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

Saturday: 8.00 a.m. to 8.00 p.m.;

Holiday eves: 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

2. The minimum prices of services appearing in article 54 will be replaced by the following:

"54. *Minimum prices of services:* Employers, artisans and employees shall charge to customers the following minimum prices for the services hereafter enumerated:

Haircut for adults:

Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday..... \$0.75

Friday, Saturday and holiday eves... 0.85

Haircut for children under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday..... 0.45

Friday, Saturday and Holiday eves... 0.55

Brushcut for men:

Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday..... 0.90

Friday, Saturday and holiday eves... 1.00

Brushcut for children under 14 years of age:

Monday, Tuesday, Wednesday and
Thursday..... 0.55

Friday, Saturday and holiday eves... 0.65

Shave..... 0.50

Neckshave, trimming of whiskers and sides..... 0.25

Ordinary massage..... 0.75

Oil massage..... 1.00

Mudpack..... 1.50

Dry Shampoo..... 0.35

Ordinary shampoo..... 0.75

Oil shampoo..... 1.00

Singeing of the hair..... 0.25

Traitement au goudron.....	\$1.00	Tar treatment.....	\$1.00
Traitement à l'huile.....	1.50	Oil treatment.....	1.50
Lotion.....	0.35	Lotion.....	0.35
Tonique.....	0.35	Tonic.....	0.35
Fixatif.....	0.15	Fixature.....	0.15
Utilisation du vibreur électrique et du séchoir électrique.....	0.15	Use of electric vibrator and drying machine.....	0.15
Aiguisage de rasoir.....	0.50	Razor setting.....	0.50
Aiguisage de ciseaux.....	0.25"	Scissors setting.....	0.25"

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 11 juillet 1959.

51007-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, July 11, 1959.

51007-o

Examen du Barreau

Bar Examination

BARREAU DE ST-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collège College
Mathieu.....	Jacques.....	20	Sherbrooke.....	Sherbrooke.
Rivard.....	Jean.....	18	Sherbrooke.....	Sherbrooke.

Sherbrooke ce 7 juillet, 1959.— Sherbrooke July 7th, 1959.

51005-o

Le Secrétaire du Barreau de St-François,
GEORGES SAVOIE,
Secretary of the Bar of St. Francis.

Nominations

Appointments

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 465, en date du 20 mai 1959, M. John H. E. Colby, avocat, membre du Barreau de la province, et pratiquant comme tel dans la cité de Montréal, conseil en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le six juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
50960-o RAYMOND DOUVILLE.

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau, la nomination suivante:

Québec, le 10 juin 1959.

M. Roméo Denis, cultivateur, de Notre-Dame-des-Anges: commissaire pour tenir la Cour des Commissaires de Notre-Dame-des-Anges, dans le district électoral de Portneuf, et pour agir comme tel avec messieurs Fernand Bertrand et Émile Pépin.

50960-o

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to appoint, by Order in Council number 465, dated May 20, 1959, Mr. John H. E. Colby, advocate, member of the Provincial Bar, and practicing as such on the city of Montreal, Queen's Council.

Given at the office of the Secretary of the Province on July sixth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
50960 Assistant Secretary of the Province.

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by Commission of the Great Seal, the following appointment:

Quebec, June 10, 1959.

Mr. Roméo Denis, farmer, of Notre-Dame-des-Anges: commissioner to hold the Commissioners' Court of Notre-Dame-des-Anges, in the electoral district of Portneuf, and to act as such with Messrs. Fernand Bertrand and Émile Pépin.

50960

Office des Marchés Agricoles
du QuébecQuebec Agricultural Marketing
Board

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Lait Fournisseurs du Marché de Chicoutimi".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs du Marché de Chicoutimi", et il aura sa place d'affaires à Chicoutimi, P.Q.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de lait *bona fide* fournisseurs aux laiteries du Marché de Chicoutimi.

Les sept postes d'administrateurs seront répartis de la façon suivante:

Deux producteurs fournisseurs de la Laiterie de Chicoutimi, Limitée;

Deux producteurs-fournisseurs de la Laiterie Canadienne Limitée;

Deux producteurs-fournisseurs de la Laiterie "Chic" Enregistrée;

Un producteur de lait représentant les fournisseurs de lait pour fins de transformation désigné par la Société Coopérative Agricole de Chicoutimi.

Le Président, le Vice-Président et le Trésorier seront choisis parmi ces sept administrateurs de l'office.

Les membres provisoires de l'office chargés d'appliquer le plan seront MM:

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan, duly approved by at least 75% in number and value of the producers concerned.

The plan is designated as "The Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Plan".

The producers' board established following the approval of the joint plan is designated as: "The Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Board", and shall have its head office in Chicoutimi, Que.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers-suppliers to the dairies of the Chicoutimi Market.

The producers shall be represented on this Board by:

Two producers-suppliers from the Laiterie Chicoutimi Limitée;

Two producers-suppliers from the Laiterie Canadienne Limitée;

Two producers-suppliers from the Laiterie "Chic" Enregistrée;

One milk producer representing the suppliers of milk intended for industrial purposes, designated by the Société Coopérative Agricole de Chicoutimi.

The President, the Vice-President and the Treasurer will be chosen amongst these seven administrators of the producers' board.

The provisional administrators of the board entrusted with the application of the plan shall be Messrs:

Nom — Name	Fonction — Function	Adresse — Address
Maurice Tremblay.....	Président-President.....	Rg. St-Jean Baptiste, Chicoutimi
Henri Riverin.....	Vice-Président-Vice-President.....	Rg. St-Paul, Chicoutimi
Aimé Potvin.....	Trésorier-Treasurer.....	Boul. Talbot-Blvd, Laterrière
Gérard Gobeil.....	Directeur-Director.....	Rg. St-Joseph, Chicoutimi
René Morissette.....	Directeur-Director.....	Rg. 2, Chicoutimi-Nord-North
Paul-Armand Gravel.....	Directeur-Director.....	Rg. 6, Chicoutimi-Nord-North
Chs-Édouard Gagné.....	Directeur-Director.....	Rg. 8, St-Honoré.

Les administrateurs provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les administrateurs subséquents seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint. Tout administrateur de l'office des producteurs qui cesse d'être un producteur régi par le plan sera remplacé par les autres membres de l'office des producteurs.

L'agent de négociation sera: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs du Marché de Chicoutimi", ou ses délégués.

Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite seront confiées à l'office des

The provisional administrators shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent administrators shall be elected at the general meeting of all the producers bound by the marketing plan. Any of them who become unqualified shall be replaced by the other members of the producers' board.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Board, shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec, suppliers of the Chicoutimi Market.

producteurs de lait fournisseurs du marché de Chicoutimi, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec fournisseurs du marché de Chicoutimi, livrant leur lait tant pour des fins de consommation à l'état nature que de transformation à la Laiterie de Chicoutimi Limitée, à la Laiterie Canadienne Limitée et à la Laiterie "Chic" Enregistrée, propriété de la Société Coopérative de Chicoutimi.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de lait fournisseurs du marché de Chicoutimi, sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

- a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;
- b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;
- c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;
- d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait, en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;
- e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché de produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétées par toute autorité ayant juridiction en la matière.

Pouvoirs et attributions:

Négocier avec les acheteurs et toute autre partie accréditée par l'Office des Marchés Agricoles du Québec en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles.

Généralement:

La mise en marché et la vente du lait et des produits laitiers provenant des fermes des producteurs soumis au plan conjoint.

Et particulièrement:

- a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines des acheteurs;
- b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception des acheteurs;
- c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayer et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de "L'Office des producteurs de lait fournisseurs du Marché de Chicoutimi";
- d) Les normes de qualité et d'inspection des produits laitiers;
- e) Les priorités à donner aux producteurs régis par le plan pour ce qui est des sources d'approvisionnement laitiers des acheteurs;
- f) Élaboration et application d'un système de quotas pour réduire au minimum le volume de lait envoyé à l'écrémage;
- g) La disposition des surplus de lait non utilisés pour fins de consommation à l'état fluide, dans les usines des acheteurs;
- h) Le prix de vente du lait et ses conditions, y compris la surveillance qu'impliquera le paiement du lait suivant son utilisation;

delivering their milk for consumption as fluid milk as well as for industrial purposes, to the Laiterie Chicoutimi, Limitée, the Laiterie Canadienne Limitée and the Laiterie "Chic" Enregistrée, owned by the Société Coopérative de Chicoutimi.

The negotiating agent of the producers' board shall be "The Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Board", or its delegates.

The obligations, powers and attributions of the Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

- a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;
- b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;
- c) Apply, administer, manage and supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;
- d) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products, with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;
- e) Orient production in accordance with the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

Powers and attributions:

Negotiate with the buyers, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Generally:

The marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan.

And particularly:

- a) The conditions of acceptance and dismissal of producers-suppliers to the purchasers' plants;
- b) The conditions, modalities and prices of transportation of dairy products to the plants or receiving stations of the purchasers;
- c) The appreciation of the quality, quantity, assaying and weighing of dairy products by the duly accredited and competent representatives of the Chicoutimi Market Milk-Producers-Suppliers' Board;
- d) The norms of quality and inspection of the dairy products;
- e) The priorities to be given to the producers bound by the plan concerning the dairy supplies of the buyers;
- f) Establishment of a quota system to reduce to the minimum the volume of milk declared as surplus;
- g) The disposal in the buyers' plants of milk surpluses which are not used for consumption as fluid milk;
- h) Sales price and its conditions, including the control involved in the payment of milk according to its utilization;

i) Les modes de retenue par les acheteurs des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

j) Autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur régi par le plan, un prélèvement de un demi-cent (\$0.005) les cent livres de lait au maximum vendues aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs, devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre;

k) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits, une fois les frais d'une administration efficace et prévoyante déduits, seront remis aux producteurs sous forme de ristourne, au prorata de leurs expéditions de lait;

l) Élaborer et/ou souscrire à des projets de publicité pour les produits laitiers livrés aux usines des acheteurs au moyen des organisations actuellement existantes sur le marché ou autrement;

m) Nommer un comité de "bonne entente" composé de trois producteurs relativement à l'exécution du Plan Conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable, les différends;

n) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuger sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

o) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

p) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

q) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

r) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Lait Fournisseurs du Marché de Chicoutimi", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, 6 juillet 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON,
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

51006-o

i) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

j) Authorize and receive from the sums payable to each producer bound by the plan, a levy of half a cent (\$0.005) maximum per 100 lbs of milk sold to the buyers. The levies thus remitted to the Milk Producers' Board shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan and its application;

k) The surplus of milk producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of the year, as a refund, to these producers after the expenditures of an efficient and provident administration have been deducted;

l) Elaborate and/or subscribe to publicity plans for dairy products delivered in the buyers' plants through the actual organizations operating in the market or otherwise;

m) Appoint a "bonne entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

n) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein sanctioned plan;

o) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be "The Quebec Agricultural Marketing Board";

p) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for the activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

q) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

r) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, July 6th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman,
LÉONARD ROY,
Secretary.

51006-o

AVIS D'AMENDEMENT

"Le plan conjoint des Producteurs de Bois de pulpe de Rimouski-Matane".

L'avis de sanction du "Plan conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matane", publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 25 avril 1959, est amendé comme suit:

En ajoutant, au chapitre des "pouvoirs et attributions", dans la sous-section "Et particulièrement", le paragraphe suivant:

p) coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province, de tout produit commercialisé, et exercer à cette fin les pouvoirs et accomplir les devoirs qui lui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération.

Montréal, le 8 juillet 1959.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

51006-o

NOTICE OF AMENDMENT

"The Rimouski-Matane Pulpwood Producers' joint plan".

The notice of sanction of the "Rimouski-Matane Pulpwood Producers' joint plan", published in the *Quebec Official Gazette* of April 25th, 1959, is amended as follows:

By adding to the chapter "Powers and attributions", in the subsection "And particularly" the following paragraph:

p) to co-operate with similar bodies in Canada for the marketing, outside the Province, of any marketed product, and exercise for that purpose the powers and perform the duties accruing to it under any law of another jurisdiction providing for such co-operation.

Montreal, July 8th, 1959.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

51006-o

Sièges sociaux

Avis du changement d'adresse
du bureau principal de la compagnie

SHERATON MINING CORPORATION (N.P.L.)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Sheraton Mining Corporation" (N.P.L.) constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 février 1956, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, à 6124 de la rue McDonald, l'a transporté à Suite 507, 1410 de la rue Stanley à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 17 juin 1959.

SHERATON MINING CORPORATION (N.P.L.),
(Seal) Par le Secrétaire-trésorier,
WILLIAM PAPKE.

50966-o

Head Offices

Notice of change in the address
of the head office of

SHERATON MINING CORPORATION (N.P.L.)

Notice is hereby given that "Sheraton Mining Corporation" (N.P.L.) company incorporated by letters patent dated February 10th, 1956, having its head office at 6124 McDonald Street, Montreal, has moved it to Suite 507, 1410 Stanley Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, this 17th day of June, 1959.

SHERATON MINING CORPORATION (N.P.L.),
(Seal) Per WILLIAM PAPKE,
Secretary-Treasurer.

50966-o

Avis est donné que la compagnie "Style Paint Company Limited", constituée en corporation par lettre patentes du Lieutenant-gouverneur de la province de Québec en date du quatrième jour de janvier mil neuf cent cinquante-sept, et ayant son bureau principal dans la cité de Sorel, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au N° 101A de la rue Charlotte, l'a transporté au N° 26 de la rue Charlotte, à Sorel.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sorel, ce vingt-quatre avril mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Président,
RÉJEAN LECLERC.

50967-o

Notice is given that the company "Style Paint Company Limited", constituted as a corporation by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec under date of the fourth day of January one thousand nine hundred and fifty-seven, and having its head office in the city of Sorel, where its office has been situated up to to-day at No. 101A Charlotte Street, has moved said office to No. 26 Charlotte Street, at Sorel.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Sorel, this twenty-fourth day of April one thousand nine hundred and fifty-nine.

RÉJEAN LECLERC,
President.

50967

AVIS DE CHANGEMENT DE BUREAU PRINCIPAL

Avis est donné que la compagnie "Paradis & Morin Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1950 et ayant son bureau principal dans Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1,145 de la rue St-Grégoire, l'a transporté au numéro 8,930 de la rue Tanguay.

NOTICE OF CHANGE IN LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is given that the company "Paradis & Morin Ltée", constituted as a corporation by letters patent dated March 4, 1950 and having its head office in Montreal, where its office has been located up to to-day at number 1,145 St-Grégoire Street, has moved said office to number 8,930 Tanguay Street.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 22ème jour de juin 1959.

(Sceau)
50968-o

La Secrétaire,
MME CLAUDE DAVID.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-second day of June 1959.

(Seal)
50968

MRS. CLAUDE DAVID,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que Les Prévoyants du Canada "Fonds de pension", dont le siège social est situé à Québec, a changé l'adresse de son siège social du numéro 56, rue St-Pierre au numéro 955, chemin St-Louis, Québec, en conformité d'une résolution adoptée par le bureau de direction de la compagnie le 2 mars 1959.

Donné à Québec, ce 26ème jour du mois de juin 1959.

50969-o

Le Secrétaire,
ADRIEN TREMBLAY.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS
OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that Les Prévoyants du Canada "Pension Fund", whose head office is situate in Quebec, has changed its address from number 56 St. Peter Street to number 955 St. Louis Road, Quebec, pursuant to a resolution adopted by the board of directors of the company on the March 2nd, 1959.

Given at Quebec, this 26th day of June 1959.

50969-o

ADRIEN TREMBLAY,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
DE SIÈGE SOCIAL

Avis est par les présentes donné que Les Prévoyants du Canada "Vie", dont le siège social est situé à Québec, a changé l'adresse de son siège social du numéro 56, rue St-Pierre au numéro 955, chemin St-Louis, Québec, en conformité d'une résolution adoptée par le bureau de direction de la compagnie le 2 mars 1959.

Donné à Québec, ce 26ème jour du mois de juin 1959.

50969-o

Le Secrétaire,
ADRIEN TREMBLAY.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS
OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that Les Prévoyants du Canada "Life", whose head office is situate in Quebec, has changed its address from number 56 St. Peter Street to number 955 St. Louis Road, Quebec, pursuant to a resolution adopted by the board of directors of the company on the March 2nd 1959.

Given at Quebec, this 26th day of June 1959.

50969-o

ADRIEN TREMBLAY,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE
DU BUREAU CHEF

Avis est, par les présentes, donné que la "Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville", compagnie incorporée par lettres patentes de la province de Québec, émises le 11 mai 1956, qui avait établi son bureau chef jusqu'à ce jour à 116, rue Morissette à Loretteville, comté de Québec, a déménagé à 40, rue St-Jean-Baptiste nord à Loretteville, comté de Québec.

Daté à Loretteville, P.Q., ce 30ième jour de juin 1959.

50970-o

(Signé) Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL MARTINEAU.

NOTICE OF CHANGE IN LOCATION
OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that the "Corporation de l'Hôpital St-Ambroise de Loretteville", a company incorporated by letters patent of the Province of Quebec, issued May 11, 1956, whose head office had been established up to to-day at 116 Morissette Street, Loretteville, county of Quebec, has moved said office to 40 St. Jean-Baptiste Street, north, at Loretteville, county of Quebec.

Dated at Loretteville, P.Q., this thirtieth day of June, 1959.

50970

(Signed) MARCEL MARTINEAU,
Secretary-Treasurer.

Avis est donné que la compagnie "Carillon Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mars 1959, et ayant son bureau principal dans la province de Québec, a établi son bureau à Montréal, au 923 de la rue St-Laurent.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 11ième jour de juin 1959.

50971-o

La Secrétaire,
LOUISE BOURDON.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 11th day of June, 1959.

50971

LOUISE BOURDON,
Secretary.

ATLAS EQUIPMENT & SUPPLY COMPANY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Atlas Equipment & Supply Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la Loi des compagnies de

ATLAS EQUIPMENT & SUPPLY COMPANY LIMITED

Notice is hereby given that "Atlas Equipment & Supply Company Limited", incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on April 17th, 1959, has established its head office

Québec, le 17 avril 1959, a établi son siège social à 4995 avenue O'Bryan, Montréal 29, Qué.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 24e jour d'avril 1959.

50972 Le Président,
GEORGE R. DAEMEN.

Prenez avis que la compagnie "Morin & Martin Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 octobre 1958 et ayant son bureau principal dans Québec, province de Québec, a établi son bureau au numéro 475, 1ère Avenue, ville de Québec.

A compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Foy, ce 26ième jour de mai 1959.

MORIN & MARTIN INC.,
Par le Président,
50982-0 JEAN-LOUIS MORIN.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:

A. & W. DRIVE-INS (DORVAL) LIMITED

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "A. & W. Drive-Ins (Dorval) Limited", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en la province de Québec, a établi son bureau à 1500 ouest, rue Ste-Catherine, chambre 214.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 20e jour de février 1959.

(Secau) Le Président,
51000 MERVYN SALTZMAN.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
LAURENTIAN LANES LTD.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Laurentian Lanes Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, le 9e jour de février 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 3843 boulevard St-Laurent.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 16e jour de février 1959.
(Secau)

51001 Le Secrétaire,
GERALD GRUNDMAN.

"J. P. Benoît Limitée", aura sa principale place d'affaire au numéro 2330 est rue Sherbrooke, Montréal.

(Signé) La Secrétaire,
51002-0 MADAME J. P. BENOÎT.

at 4995 O'Bryan Avenue, Montreal 29, Que.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1959.

50972-0 GEORGE R. DAEMEN,
President.

Take notice that the company "Morin & Martin Inc.", incorporated by letters patent dated October 21, 1958 and having its head office in Quebec, Province of Quebec, has established its office at number 475, 1st Avenue, city of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Foy, this 26th day of May, 1959.

MORIN & MARTIN INC.,
50982 JEAN-LOUIS MORIN,
Per President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:

A. & W. DRIVE-INS (DORVAL) LIMITED

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "A. & W. Drive-Ins (Dorval) Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 16th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at 1500 St. Catherine St. West, Room 214.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 20th day of February, 1959.

(Seal) MERVYN SALTZMAN,
51000-0 President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
LAURENTIAN LANES LTD.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Laurentian Lanes Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 9th day of February, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 3843 St. Lawrence Boulevard.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 16th day of February, 1959.

(Seal) GERALD GRUNDMAN,
51001-0 Secretary.

"J. P. Benoît Limitée", shall have its principal place of business at number 2330 Sherbrooke Street, East, Montreal.

(Signed) MRS. J. P. BENOÎT,
51002 Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est donné que la compagnie "J. O. Desjardins Co. Ltée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 septembre 1949, et ayant son bureau principal en les cité et district de Montréal, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui à 12,299 boulevard Reed, l'a transporté à 12,265 boulevard Reed, à Montréal.

Donné à Montréal, ce 30ème jour de juin 1959.

Le Président,
51003-0 CHARLEMAGNE BIGRAS.

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS

Notice is hereby given that "J. O. Desjardins Co. Ltée", incorporated by letters patent dated September 29th, 1949, and having its head-office in the city and district of Montreal, where same was located until today, at 12,299 Reed Boulevard, and being now changed to 12,265 Reed Boulevard, at Montreal.

Dated at Montreal, this 30th day of June, 1959.

CHARLEMAGNE BIGRAS,
President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH
(Comté de Stanstead)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Irénée Parenteau, secrétaire-trésorier, Stanstead Plain, comté de Stanstead, jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 29 juillet 1959, pour l'achat de \$228,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Joseph, comté de Stanstead, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 8 mai 1959 — construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$228,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1960.....x	\$30,500.00
1er juillet 1961.....x	32,000.00
1er juillet 1962.....x	34,000.00
1er juillet 1963.....x	35,500.00
1er juillet 1964.....	4,000.00
1er juillet 1965.....	4,000.00
1er juillet 1966.....	4,500.00
1er juillet 1967.....	4,500.00
1er juillet 1968.....	5,000.00
1er juillet 1969.....	5,000.00
1er juillet 1970.....	5,500.00
1er juillet 1971.....	5,500.00
1er juillet 1972.....	6,000.00
1er juillet 1973.....	6,500.00
1er juillet 1974.....	6,500.00
1er juillet 1975.....	7,000.00
1er juillet 1976.....	7,500.00
1er juillet 1977.....	8,000.00
1er juillet 1978.....	8,000.00
1er juillet 1979.....	8,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$135,232.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements annuels de \$33,808.00 chacun, de 1960 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST. JOSEPH
(County of Stanstead)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Irénée Parenteau, Secretary-Treasurer, Stanstead Plain, county of Stanstead, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday, July 29, 1959, for the purchase of \$228,000.00 of bonds of the school commissioners for the municipality of St. Joseph, county of Stanstead, dated July 1st, 1959 and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 8, 1959 — erection of a boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$228,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1960.....x	\$30,500.00
July 1st, 1961.....x	32,000.00
July 1st, 1962.....x	34,000.00
July 1st, 1963.....x	35,500.00
July 1st, 1964.....	4,000.00
July 1st, 1965.....	4,000.00
July 1st, 1966.....	4,500.00
July 1st, 1967.....	4,500.00
July 1st, 1968.....	5,000.00
July 1st, 1969.....	5,000.00
July 1st, 1970.....	5,500.00
July 1st, 1971.....	5,500.00
July 1st, 1972.....	6,000.00
July 1st, 1973.....	6,500.00
July 1st, 1974.....	6,500.00
July 1st, 1975.....	7,000.00
July 1st, 1976.....	7,500.00
July 1st, 1977.....	8,000.00
July 1st, 1978.....	8,000.00
July 1st, 1979.....	8,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$135,232.00 granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$33,808.00 each, from 1960 to 1963 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rock Island, comté de Stanstead.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance, d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 29 juillet 1959, à 7.30 heures du soir, en l'école Notre-Dame, Rock Island, comté de Stanstead.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rock Island, (Comté de Stanstead), ce 29 juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
IRÉNÉE PARENTEAU.

Stanstead Plain,
(Stanstead), P.Q.

Téléphone: TRinity 6-2323.

50973-0

Province de Québec

VILLE DE BEACONSFIELD
(Comté de Jacques-Cartier)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Sarto Blais, greffier, Hôtel de Ville, 450 Bord-du-Lac, Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, jusqu'à 5.00 heures du soir, lundi, le 27 juillet 1959, pour l'achat de \$414,000.00 d'obligations de la ville de Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier, datées du 1er juin 1959 et remboursables par séries du 1er juin 1960 au 1er juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Troisième tranche de \$414,000.00 du règlement N° 170 au total de \$1,666,560.00 — construction d'un système d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rock Island, county of Stanstead.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, July 29, 1959, at 7.30 o'clock p.m., at the Notre-Dame school, Rock Island, county of Stanstead.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Rock Island, (County of Stanstead), this June 29, 1959.

IRÉNÉE PARENTEAU,
Secretary-Treasurer.

Stanstead Plain,
(Stanstead), P.Q.

Telephone: TRinity 6-2323.

50973

Province of Quebec

TOWN OF BEACONSFIELD
(County of Jacques-Cartier)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Sarto Blais, clerk, City Hall, 450 Bord-du-Lac, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, until 5.00 o'clock p.m., Monday, July 27, 1959, for the purchase of \$414,000.00 of bonds of the town of Beaconsfield, county of Jacques-Cartier, dated June 1st, 1959 and redeemable serially from June 1st, 1960 to June 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Third slice in the amount of \$414,000.00 of by-law No. 170 of a total sum of \$1,666,560.00 — building of a waterworks and sewer system.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$414,000.00 — 20 ans Table of redemption — \$414,000.00 — 20 years

Année	Capital	Year	Capital
1er juin 1960	\$ 2,500.00	June 1st, 1960	\$ 2,500.00
1er juin 1961	3,000.00	June 1st, 1961	3,000.00
1er juin 1962	3,000.00	June 1st, 1962	3,000.00
1er juin 1963	3,000.00	June 1st, 1963	3,000.00
1er juin 1964	3,000.00	June 1st, 1964	3,000.00
1er juin 1965	5,500.00	June 1st, 1965	5,500.00
1er juin 1966	5,500.00	June 1st, 1966	5,500.00
1er juin 1967	5,500.00	June 1st, 1967	5,500.00
1er juin 1968	6,000.00	June 1st, 1968	6,000.00
1er juin 1969	9,000.00	June 1st, 1969	9,000.00
1er juin 1970	9,000.00	June 1st, 1970	9,000.00
1er juin 1971	9,000.00	June 1st, 1971	9,000.00
1er juin 1972	8,000.00	June 1st, 1972	8,000.00
1er juin 1973	16,000.00	June 1st, 1973	16,000.00
1er juin 1974	18,000.00	June 1st, 1974	18,000.00
1er juin 1975	20,000.00	June 1st, 1975	20,000.00
1er juin 1976	22,000.00	June 1st, 1976	22,000.00
1er juin 1977	24,000.00	June 1st, 1977	24,000.00
1er juin 1978	28,000.00	June 1st, 1978	28,000.00
1er juin 1979	214,000.00	June 1st, 1979	214,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire, comté de Jacques-Cartier.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 27 juillet 1959, à 8.15 heures du soir, à 140 Boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Jacques-Cartier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield, (Comté de Jacques-Cartier), ce 30 juin 1959.

Le Greffier,
SARTO BLAIS.

Hôtel de Ville, 450 Bord-du-Lac,
Beaconsfield, (Jacques-Cartier),
Téléphone: OXFord 7-4660.

50974-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe Claire, county of Jacques-Cartier.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the main office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1966, inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, July 27, 1959 at 8.15 o'clock p.m., at 140 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, county of Jacques-Cartier.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield, (County of Jacques-Cartier), this June 30, 1959.

SARTO BLAIS,
City Clerk.

City Hall, 450 Bord-du-Lac,
Beaconsfield, (Jacques-Cartier),
Téléphone: OXFord 7-4660.

50974

Province de Québec

VILLE DE CHÂTEAUGUAY
(Comté de Châteauguay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-Émile Rivest, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 13 rue de la Station, Châteauguay-Station, comté de Châteauguay, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 28 juillet 1959, pour l'achat de \$390,000.00 d'obligations de la ville de Châteauguay, comté de Châteauguay, datées du 1er août 1959, et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos 126-127 — \$20,000.00 — création d'un fonds de roulement; 132 — \$234,200.00 — travaux d'amélioration locales; 133 — \$135,000.00 — travaux de pavages, virement de fonds, etc.; et 138 — \$800.00 — achat de terrains.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$390,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1960	\$ 10,500.00
1er août 1961	11,000.00
1er août 1962	11,000.00
1er août 1963	11,000.00
1er août 1964	11,500.00
1er août 1965	11,500.00
1er août 1966	11,500.00
1er août 1967	12,000.00
1er août 1968	12,500.00
1er août 1969	12,500.00
1er août 1970	15,000.00
1er août 1971	15,000.00
1er août 1972	15,500.00
1er août 1973	15,500.00
1er août 1974	16,000.00
1er août 1975	15,500.00
1er août 1976	15,500.00
1er août 1977	16,000.00
1er août 1978	16,500.00
1er août 1979	134,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Station, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

Province of Quebec

TOWN OF CHÂTEAUGUAY
(County of Châteauguay)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-Émile Rivest, Secretary-Treasurer, Town Hall, 13 Station Street, Châteauguay-Station, county of Châteauguay, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, July 28, 1959, for the purchase of an issue of \$390,000.00 of bonds for the town of Châteauguay, county of Châteauguay, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos. 126-127 — \$20,000.00 — creation of a rolling fund; 132 — \$234,200.00 — work on local improvements; 133 — \$135,000.00 — work on pavements, transfer of funds, etc.; and 138 — \$800.00 — purchase of lots.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$390,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960	\$ 10,500.00
August 1st, 1961	11,000.00
August 1st, 1962	11,000.00
August 1st, 1963	11,000.00
August 1st, 1964	11,500.00
August 1st, 1965	11,500.00
August 1st, 1966	11,500.00
August 1st, 1967	12,000.00
August 1st, 1968	12,500.00
August 1st, 1969	12,500.00
August 1st, 1970	15,000.00
August 1st, 1971	15,000.00
August 1st, 1972	15,500.00
August 1st, 1973	15,500.00
August 1st, 1974	16,000.00
August 1st, 1975	15,500.00
August 1st, 1976	15,500.00
August 1st, 1977	16,000.00
August 1st, 1978	16,500.00
August 1st, 1979	134,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Station, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by antici-

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 28 juillet 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 13 rue de la Station, Châteauguay-Station, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Station, (Comté de Châteauguay), ce 7 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ÉMILE RIVEST.

Hôtel de Ville, 13 rue de la Station.

Châteauguay-Station (Châteauguay).

Téléphone: OXford 2-6767. 51004-o

pation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tender will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, July 28, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 13 Station Street, Châteauguay-Station, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Station (County of Châteauguay), July 7, 1959.

J.-ÉMILE RIVEST,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 13 Station Street,

Châteauguay-Station (Châteauguay), P.Q.

Telephone: OXford 2-6767. 51004

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, N° 453 616. Dame Gilberte Chénier et vir, demanderesse vs Dame Aline Chénier et vir et Charles Édouard Chénier, défendeurs, et Alfred Gervais, mis en cause.

AVIS DE LICITATION

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, et rendu par l'honorable juge Jean St-Germain, le 15 juin 1959, dans une cause dans laquelle Dame Gilberte Chénier, ménagère, épouse séparée de biens par contrat de mariage de Armand Villeneuve, plombier, de la cité et du district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité de co-légataire universelle à la succession de feu Dame Misael Bernier, et ledit Armand Villeneuve pour autoriser son épouse si besoin est, est demanderesse, et Dame Aline Chénier, épouse séparée de biens par contrat de mariage de René Messier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de légataire universelle de ladite succession, et ledit René Messier pour autoriser son épouse si besoin est, et Charles Édouard Chénier, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité de co-légataire universel à ladite succession, et al. sont défendeurs, et Alfred Gervais, de la cité et du district de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de ladite succession est mis en cause, ordonnant la licitation des immeubles désignés comme suit:

A) Un lot de terre connu et désigné sous le N° mille trois cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot N° quatre cent sept (407-1398) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe:

B) Un emplacement situé sur la rue Delisle, dans le quartier Ste-Cunégonde de la cité de Montréal, connu et désigné sous le N° six cent quarante-deux (642) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, mesurant ledit emplacement 30 pieds de front par 90 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec maison et autres

Sale by Licitaton

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 453 616. Dame Gilberte Chénier et vir, plaintiff vs Dame Aline Chénier et vir and Charles Édouard Chénier, defendants, and Alfred Gervais, mis en cause.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, in the district of Montreal, and rendered by the Honourable Justice Jean St-Germain, on the 15th day of June 1959, in a case in which Dame Gilberte Chénier, housewife, wife separated as to property by marriage contract of Armand Villeneuve, plumber, of the city and district of Montreal, personally as well as in his capacity as universal co-legatee to the estate of the late Dame Misael Bernier, and the said Armand Villeneuve to authorize his wife if need be, is plaintiff, and Dame Aline Chénier, wife separated as to property by marriage contract of René Messier, of the city and district of Montreal, in her capacity as universal legatee of the said estate, and the said René Messier to authorize his wife if need be, and Charles Édouard Chénier, of the city and district of Montreal, in his capacity as universal co-legatee to the said estate, et al. are defendants, and Alfred Gervais, of the city and district of Montreal, in his capacity as testamentary executor of the said estate, is mis en cause, ordering the licitation of the immoveables described as follows:

A) "A lot of land known and designated under No. one thousand three hundred and ninety-eight of the subdivision of lot No. four hundred and seven (407-1398) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe;

B) An emplacement situated on Delisle Street in St. Cunégonde Ward of the city of Montreal, known and designated under number six hundred and forty-two (642) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, measuring said emplacement 30 feet in front by 90 feet in depth, English measure and more or less, with a house and

bâtisses y érigées et portant les Nos civiques 2668 à 2674 de ladite rue;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DOUZE AOÛT 1959, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, à la salle d'audience N° 31 au Palais de Justice de Montréal ou à toute autre salle, tel que requis par les circonstances, sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la Cour supérieure, et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de mille cinq cents dollars sera exigé avant la vente de tout offrant ou enchérisseur.

Montréal, le 2 juillet 1959.

Les procureurs des défendeurs,
50975-28-2-o BEAUPRÉ & TRUDEAU.

other buildings thereon erected and bearing civic numbers 2668 to 2674 of the said street;."

The above described immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on the TWELFTH day of AUGUST, 1959, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, in room No. 31, in the Court House of Montreal, or in any other room as circumstances may require, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the Superior Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within 6 days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of one thousand five hundred dollars shall be exacted before the sale, from each and every bidder.

Montreal, July 2nd, 1959.

BEAUPRÉ & TRUDEAU,
50975-28-2-o Attorneys for plaintiff.

Ventes pour taxes

Province de Québec

CITÉ DE ROBERVAL

Avis public est par les présentes donné, par le soussigné, greffier de cette municipalité, que le terrain ci-après décrit sera vendu aux enchères, à l'hôtel de ville de Roberval, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET mil neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et dues tel que mentionnés ci-après, à moins que ces taxes plus les intérêts, ainsi que les frais ne soient acquittés avant la date de la vente à l'enchère, à savoir:

Sales for Taxes

Province of Quebec

CITY OF ROBERVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, municipal clerk of the city of Roberval, that the land property hereinafter mentioned will be sold by public auction at the town Hall of Roberval, the TWENTY-THIRD day of JULY, nineteenth hundred and fifty-nine, at TEN o'clock a.m., for unpaid municipal and school taxes, as listed hereafter, plus accrued interest and costs; unless said taxes, interest and costs have been paid before the sale:

Nom et prénom Name and surname	Cadastre Cadastral	Location Location	Taxes mun. et scol. Taxes Mun. and Sch.
Marcotte, Mme — Mrs. J.-M.	129	Roberval...	\$32.40

Le terrain ci-dessus apparaît au plan de la cité de Roberval.

L'acheteur devra payer comptant ou par chèque certifié immédiatement après la vente.

Donné en la cité de Roberval, ce vingt-cinquième jour du mois de juin en l'année mil neuf cent cinquante-neuf.

Roberval, P.Q.

(Sceau)
50931-27-2-o

Le Greffier,
L. A. BROSSEAU,
Cité de Roberval.

The above land is on the official plan of the city of Roberval.

The purchaser must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the city of Roberval, this twenty-fifth day of June nineteen hundred and fifty-nine.

Roberval, P.Q.

(Seal)
50931-27-2-o

The town clerk,
L. A. BROSSEAU,
City of Roberval, P.Q.

CITÉ DE VERDUN

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, seront vendues

CITY OF VERDUN

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by public

à l'enchère publique qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de Verdun, MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'AOUT dix-neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures du matin, en vertu de la loi 22 George V, chapitre 129, section 6, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

an auction which will be held at the City Hall of Verdun, on WEDNESDAY, the FIFTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the morning under authority of Act 22, George V, chapter 129, section 6, to satisfy the payment of the municipal and school taxes and the cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Émile Michaud.....	3405.....	479.
Avec bâtisses dessus érigées portant les numéros With buildings thereon erected bearing civic numbers 3926 et 3928 rue Claude. 3926 and 3928 Claude St.		
Émile Michaud.....	3405.....	520.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros With buildings thereon erected, bearing civic numbers 3969 et 3971 rue Claude. 3969 and 3971 Claude St.		
Émile Michaud.....	3405.....	519.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros With buildings thereon erected, bearing civic numbers 3959 à 3967 rue Claude. 3959 at 3967 Claude St.		
Verdun Paint Specialties, représenté par Jean-Paul Loiselle.....	4656.....	17.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros With buildings thereon erected, bearing civic numbers 135 et 137 ave Willibrord. 135 and 137 Willibrord Ave.		
Richard Enterprises Ltd.....	4680.....	189pt S.O.-W., 190, 191pt N.E.
Un emplacement composé des lots 4680-189pt S.O. et 190 et 191pt N.E. le tout mesurant 45' x 100'4" dans la ligne N.E. et 100'2" dans la ligne S.O. plus ou moins, mesure anglaise, et borné au nord par le résidu du lot Cad. 4680 subd. 189pt, à l'ouest par la rue publique portant le No 4680 subd. 193, au sud par le résidu du lot cad. 4680 subd. 191, et à l'est en front par l'ave Verdun.		
An emplacement composed of lots 4680-189pt S.W. and 190, and 191pt N.E., the whole measuring 45' x 100'4" on the N.E. line and 100'2" on the S.W. line, more or less, English measurements, and bounded to the north by the residue of the lot cad. 4680, subd. 189pt, and to the west by a public lane designated as No. 4680, subd. 193, and to the south by the residue of the lot cad. 4680, subd. 191, and to the east in front by Verdun Ave.		
Avec bâtisses dessus érigées portant le numéro With buildings thereon erected, bearing civic number 5855 ave Verdun. 5855 Verdun Avenue.		
Les immeubles susdits apparaissent tous au plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal et sont situés dans la cité de Verdun.		
The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Montreal and are situated in the city of Verdun.		
Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.		
The said sale shall moreover be made with all servitudes both active and passive, apparent or hidden, affecting such immovables.		
Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.		
Terms of sale: Cash or accepted cheque.		

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun; P. Q., ce 7ième jour de juillet 1959.

Le Greffier,
A. J. BURGESS.

50996-28-2-o

Given at the City Hall, Verdun, P. Q., this 7th day of July, 1959.

A. J. BURGESS,
City Clerk.

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFF'S SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, N° 11489. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, vs DAME ALFRED PELLAND, née Dorina Gignac, domiciliée à La Reine, Abitibi-Ouest, Québec, veuve de feu Alfred Pelland, de son vivant cultivateur domicilié au même lieu, défendeur.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi

Superior Court, No. 11489. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, vs DAME ALFRED PELLAND, formerly Dorina Gignac, domiciled at La Reine, Abitibi-West, Quebec, widow of the late Alfred Pelland, in his lifetime a farmer who as domiciled at the same place, defendant.

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Les immeubles suivants:

"Les lots numéros quatorze (14) du rang six et douze (12) du rang six du canton de La Reine, tels que décrits au cadastre officiel pour ledit canton de La Reine, avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendus en bloc, à la porte de l'église paroissiale de La Reine, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Amos, 11 juin 1959. Le Shérif d'Abitibi, J. A. GAUTHIER. 50857-25-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: { CITE DE CÔTE ST-LUC, demanderesse, vs HENRI LAFRANCHISE, défendeur.

Ce certain emplacement ayant front sur le Chemin Bailly au coin des rues Westbourne et Regent, dans la municipalité de Côte St-Luc, en les cité et district de Montréal et composé de:

a) Un lot de terrain connu comme étant la subdivision quatre-vingt-dix-huit (98) du lot originaire numéro quatre-vingt-treize (93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

b) Une partie d'un lot vacant ayant front sur le Chemin Bailly, Côte St-Luc, étant une partie du lot mil soixante-dix-neuf (1079) de la subdivision d'un lot portant le numéro quatre-vingt-treize (93) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant douze pieds (12') dans les lignes ouest-est et cent pieds (100') respectivement dans les lignes nord-sud et bornée: A l'est en front par une autre partie de la subdivision numéro mille soixante-dix-neuf (1079) étant une partie du Chemin Bailly; en arrière à l'ouest l'emprise du C.P.C. connue comme étant le lot quatre mille sept cent douze (4712) aux plan et livre ce renvoi officiels mentionnés ci-dessus de la paroisse de Montréal; au côté nord par la subdivision quatre-vingt-dix-huit (98) dudit lot quatre-vingt-treize (93) au côté sud par une autre partie de la subdivision mille soixante-dix-neuf (1079), mesurant cinquante-quatre pieds (54') de largeur par cent pieds (100') de profondeur.

Avec la construction dessus érigée portant le numéro civique 6861 Chemin Bailly, dans la municipalité de Côte St-Luc, district de Montréal.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, le 6 juillet 1959. Le Shérif, CAISSE & LAURENCELLE. 50984-28-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, demanderesse vs ROBERT D. NADEAU INC., défenderesse.

"Un emplacement ayant front sur la rue Durham, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds (25') de largeur par une profon-

The following immovables:

"Lots number fourteen (14), range six and twelve (12) range six of the township of La Reine, as described on the official cadaster for the said township of La Reine, with buildings and other structures thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of La Reine, the TWENTY-SECOND day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Amos, June 11, 1959. J. A. GAUTHIER, Sheriff of Abitibi. 50857-25-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Municipal Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CITE DE CÔTE ST-LUC, plaintiff, vs HENRI LAFRANCHISE, defendant.

That certain emplacement facing Bailly Road on the corner of Westbourne and Regent Streets, in the municipality of Côte St. Luc, in the city and district of Montreal and composed of:

a) One lot of land known as subdivision ninety-eight (98) of the original lot number ninety-three (93) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal;

b) One part of a vacant lot, facing Bailly Road, Côte St. Luc, being part of lot one thousand seventy-nine (1079) of the subdivision of a lot bearing number ninety-three (93) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal measuring twelve feet (12') in the west-east lines and one hundred feet (100') respectively in the north-south lines and bounded: On the east front by another part of the subdivision number one thousand seventy-nine (1079) being part of Bailly Road; in rear west the C.P.C. right-of-way known as lot four thousand seven hundred and twelve (4712) on the above mentioned official plan and book of reference of the parish of Montreal; on the north side by the subdivision ninety-eight (98) of the said lot nine-thirty (93) and on the south side by another part of the subdivision one thousand seventy-nine (1079) measuring fifty-four feet (54') in width by one hundred feet (100') in depth.

With the building thereon erected bearing civic number 6861 Bailly Road, in the municipality of Côte St. Luc in the district of Montreal.

To be sold at my Office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, July 6, 1959. CAISSE & LAURENCELLE, Sheriff. 50984-28-2-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { THE CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, plaintiff vs ROBERT D. NADEAU INC., defendant.

"An emplacement fronting on Durham Street, in the city of Montreal, measuring a width of twenty-five feet (25') by a depth of one hundred

deur de cent pieds (100'), mesure anglaise et plus ou moins et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent comme étant la subdivision numéro deux cent trente-quatre du lot numéro deux cent soixante-neuf (269-234).

Avec la résidence dont les murs nord-ouest et sud-est sont mitoyens avec les propriétés contigües respectives et les dépendances dessus érigées.

Avec ensemble et sujette à :

1° Une servitude réciproque de droit de vue en faveur de et sur la propriété vendue présentement et en faveur de et sur la propriété y adjacente au nord-ouest et est composée du lot numéro 269-235 auxdits plan et livre de renvoi officiels, de manière à légaliser une porte dans le mur de façade de la propriété vendue présentement et une porte qui pourrait être pratiquée sur les constructions qui pourraient être érigées sur la propriété adjacente au nord-ouest à une distance de la ligne séparative entre les deux dites propriétés, laquelle est moindre que celle prescrite par la Loi, de manière à ce que lesdites ouvertures pourraient demeurer telles qu'elles sont actuellement sur la propriété hypothéquée présentement et telles qu'elles pourraient exister sur les constructions devant être érigées sur la propriété adjacente au nord-ouest tant que les constructions, dont elles forment respectivement partie, subsisteront.

2° Une servitude de droit de vue réciproque en faveur de et sur la propriété vendue présentement et en faveur de et sur la propriété y adjacente au sud-est et composée du lot numéro 269-233 auxdits plan et livre de renvoi officiels, de manière à légaliser certaines ouvertures qui sont pratiquées sur les constructions érigées sur chacune desdites deux propriétés, à une distance de la ligne séparative entre lesdites deux propriétés, laquelle est moindre que celle prescrite par la Loi, de manière à ce que lesdites ouvertures pourraient demeurer telles qu'elles sont présentement, tant que les constructions, dont elles forment respectivement partie, subsisteront.

Telle que ladite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte et avec tels droits de passage qui existent conduisant à la ruelle à l'arrière de ladite propriété et dans toutes ruelles y conduisant."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures et TRENTE minutes du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,

Montréal, le 6 juillet 1959.

50985-28-2

feet (100') English measure and more or less and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent as subdivision number two hundred and thirty-four of lot number two hundred and sixty-nine (269-234).

With the dwelling house whereof the north-westerly and southeasterly walls are mitoyen with the respective adjoining properties and outbuildings thereon erected.

Together with and subject to :

1. A reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the north-west and is composed of lot number 269-235 on the said official plan and book of reference, in order to legalize one door in the front wall of the property presently sold and one door which may be placed on the buildings which may be erected on the property adjoining to the north-west at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as is at present on the property presently hypothecated and as it may be on the buildings to be erected on the adjacent property to the northwest as long as the buildings of which they respectively form part and may form part shall subsist.

2. A reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the south-east and is composed of lot number 269-233 on the said official plan and book of reference, in order to legalize certain openings which are placed on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances without exception or reserve of any kind and with such rights of passage as may exist leading to lane in the rear of the said property and in any lanes leading thereto."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of AUGUST, 1959, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, July 6, 1959.

50985-28-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir :

N° 470596. { THE CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, demanderesse vs ROBERT D. NADEAU INC., défenderesse.

"Un emplacement ayant front sur la rue Durham en la cité de Montréal, mesurant en largeur vingt-cinq pieds (25') sur une profondeur de cent pieds (100'), mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, comme étant la subdivision numéro deux cent trente du lot numéro deux cent soixante et neuf (269-230).

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 470596. { THE CROWN LIFE INSURANCE COMPANY, plaintiff vs ROBERT D. NADEAU INC., defendant.

"An emplacement fronting on Durham Street, in the city of Montreal, measuring a width of twenty-five feet (25') by a depth of one hundred feet (100') English measure and more or less and known and designated on the official plan and book of reference of the parish of St. Laurent as subdivision number two hundred and thirty of lot number two hundred and sixty-nine (269-230).

Avec la maison domiciliaire semie détachée, dont le mur nord-ouest est mitoyen avec la propriété adjacente et les dépendances dessus érigées.

Avec ensemble et sujette à une servitude réciproque de droit de vue en faveur de et sur la propriété présentement vendue et en faveur de et sur la propriété y adjacente au nord-ouest et qui est formée du lot numéro 269-231 aux plan et livre de renvoi officiels, de manière à légaliser certaines ouvertures qui sont pratiquées sur les constructions érigées sur chacune desdites deux propriétés à une distance de la ligne séparative entre lesdites deux propriétés laquelle est moindre que la distance prescrite par la Loi, de manière que lesdites ouvertures puissent demeurer comme elles sont présentement aussi longtemps que les constructions, dont elles forment respectivement partie, subsisteront."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.
Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juillet 1959. 50986-28-2

With the semi-detached dwelling house whereof the northwesterly wall is mitoyen with the adjoining property and outbuildings thereon erected.

Together with and subject to a reciprocal servitude of right of view in favour of and upon the property presently sold and in favour of and upon the property adjoining the same to the northwest and is composed of lot number 269-231 on the said official plan and book of reference in order to legalize certain openings which are placed on the buildings erected on each of the said two properties at a distance from the division line between the said two properties which is less than the distance prescribed by law, in order that the said openings may remain as they are at present as long as the buildings of which they respectively form part shall subsist."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of AUGUST, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, July 6, 1959. 50986-28-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { LAVAL PETROLEUM
N° 446426. { LTÉE., demanderesse
vs DAME AMANDA
TESSIER, veuve de Wilfrid Boismenu, défenderesse.

"Un emplacement situé à St-Martin, ayant front au Boulevard Labelle mesurant cinquante pieds de largeur par cent cinquante-neuf pieds et six pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent quinze (Ptie N° 115) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, et plus spécialement localisé comme étant le lot numéro cent quarante-six (N° 146) sur le plan de F. Ruel, en date du 14 mars, 1946, et borné comme suit: en front à l'est par le Boulevard Curé Labelle, d'un côté au nord par l'emplacement de M. Faresse, d'un autre côté au sud par M. Pilon, et en arrière vers l'ouest par une partie du lot cent quinze appartenant à M., avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse St-Martin, comté de Laval, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.
Bureau du Shérif,
Montréal, le 6 juillet 1959. 50987-28-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Dans la Cour d'Échiquier du Canada

Québec, à savoir: { LA LOI DE L'IMPÔT
N° 153638. { SUR LE REVENU,
contre ROBERT DORÉ, de
Donnacona, P.Q.

Le lot numéro 70-70 de figure rectangulaire, bornée vers le nord-est par le lot 70-84 (rue), vers le sud-est par le lot 70-69 (rue), vers le sud-ouest par le lot 70-71 et vers le nord-ouest par le lot 70-72; mesurant une largeur de quarante-cinq pieds (45') par des profondeurs de quatre-vingt-neuf pieds et deux dixièmes (89.2') dans sa ligne

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { LAVAL PETROLEUM
No. 446426. { LTÉE., plaintiff, vs
DAME AMANDA TES-
SIER, widow of Wilfrid Boismenu, defendant.

"An emplacement situated at St-Martin, having frontage on Labelle Boulevard, measuring fifty feet in width by one hundred and fifty-nine feet and six inches in depth, English measure and more or less, known and designated as forming part of lot number one hundred and fifteen (Pt. No. 115) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Martin, and more specifically localized as being number one hundred and forty-six (No. 146) on the plan of F. Ruel, dated from March 14, 1946, and bounded as follows: in front, on the east, by Curé Labelle Boulevard, on one side at the north, by the emplacement of Mr. Faresse, on the other side, on the south, by Mr. Pilon, and in rear, on the west, by part of lot one hundred and fifteen belonging to Mr., with the buildings thereon erected."

To be sold, at the parochial church door in the parish of St-Martin, county of Laval, on the FOURTEENTH day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, July 6, 1959. 50987-28-2

QUÉBEC

Fieri Facias

In the Exchequer Court of Canada

Quebec, to wit: { INCOME TAX ACT, vs
No. 153638. { ROBERT DORÉ, of
Donnacona, P.Q.

Lot number 70-70 of rectangular figure, bounded on the northeast by lot 70-84 (street), on the southeast by lot 70-69 (street), on the southwest by lot 70-71 and on the northwest by lot 70-72; measuring width forty-five (45') by depths of eighty-nine and two-tenths feet (89.2') in its northeast line and eighty-nine and eight-tenths

nord-est et quatre-vingt-neuf pieds et huit dixièmes (89.8') dans sa ligne sud-ouest; contenant en superficie quatre mille, vingt-sept pieds et cinq dixièmes, mesure anglaise. (4,027.5') m.a.

Le lot numéro 70-71 de figure rectangulaire, bornée vers le nord-est par le lot 70-70, vers le sud-est par le lot 70-69, (rue), vers le sud-ouest par la partie non subdivisée du lot 70 et vers le nord-ouest par le lot 70-72; mesurant une largeur de quarante-cinq pieds (45') par des profondeurs de quatre-vingt-neuf pieds et huit dixièmes (89.8') dans sa ligne nord-est et quatre-vingt-dix pieds et quatre dixièmes (90.4') dans sa ligne sud-ouest; contenant en superficie quatre mille cinquante-quatre pieds et cinq dixièmes, mesure anglaise. (4,054.5') m.a.

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement de Portneuf à Cap-Santé, comté de Portneuf, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. B. GOBEIL,
Québec, le 6 juillet 1959. 50992-28-2-o
[Première insertion: le 11 juillet 1959]
[Deuxième insertion: le 1er août 1959]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { GÉRARD RIOUX, mar-
N° 21,041. chand de l'endroit ap-
pelé St-Joachim de Tourelle,
district de Gaspé et y faisant affaires seul sous
la raison sociale de "Le Meuble Moderne Enr.",
demandeur vs AIMÉ OTIS, de l'endroit appelé
St-Cléophas, district de Rimouski, défendeur.

Le lot numéro quarante-cinq (45), rang quatre
(4) canton Awantjish, avec bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de St-Cléophas, le DOUZIÈME jour
d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 6 juillet 1959. 50983-28-2-o

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 19,455- AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporée, ayant son siège social à Québec, district
de Québec, demandeur, vs ARMAND CHAR-
LETTE, cultivateur, domicilié à Coaticook,
comté de Stanstead, district de St-François,
défendeur, & MARCEL R. SAVARD, syndic,
de la cité de Sherbrooke, en sa qualité de syndic
aux biens du cédant autorisé, présent défendeur,
mis en cause.

"Une propriété de ferme au canton de Barford
et comprenant:

1° Le lot de cadastre numéro cinq-A (5-A) du
dixième rang, d'environ cinquante acres, sauf
et excepté: a) Un morceau de quatre acres autre-
fois vendu à Jos. Carbonneau et pris dans son
coin nord-est et décrit, comme suit, savoir:
Commençant au coin nord-est dudit lot, de là
se dirigeant vers le sud en suivant la ligne est
dudit lot, cent quatre-vingt-treize pieds à un
poteau, de là se dirigeant vers l'ouest quatre

feet (89.8') in its southeast line; containing in
area four thousand, twenty-seven feet and
five-tenths, English measure, (4,027.5') E.M.

Lot number 70-71 of rectangular figure, boun-
ded on the northeast by lot 70-70, on the south-
east by lot 70-69, (street), on the southwest by
the unsubdivided part of lot 70 and on the north-
west by lot 70-72; measuring in width forty-
five feet (45') by depths of eighty-nine feet and
eight-tenths (89.8') in its northeast line and nine-
ty feet and four-tenths (90.4') in its southwest
line; containing in area four thousand fifty-
four feet and five-tenths, English measure
(4,054.5') E.M.

To be sold at the Registry Office of Portneuf at
Cap-Santé, county of Portneuf, on the FOUR-
TEENTH day of AUGUST next at TEN o'clock
in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, July 6, 1959. 50992-28-2
[First insertion: July 11, 1959]
[Second insertion: August 1, 1959]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { GÉRARD RIOUX, mer-
No. 21,041. chant of the locality called
St. Joachim de Tourelle, dis-
trict of Gaspé and carrying on business therein
alone under the name and style of "Le Meuble
Moderne Enr.", plaintiff vs AIMÉ OTIS, of the
locality called St. Cléophas, district of Ri-
mouski, defendant.

Lot number forty-five (45), range four (4)
township of Awantjish, with buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the
parish of St. Cléophas, the TWELFTH day of
AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the after-
noon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, July 6, 1959. 50983-28-2

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 19,455- DIT BUREAU, body
politic and incorporated, hav-
ing its corporate seat in Quebec, district of
Quebec, plaintiff vs ARMAND CHARLETTE,
farmer, domiciled at Coaticook, county of
Stanstead, district of St. Francis, defendant, &
MARCEL R. SAVARD, trustee, of the city of
Sherbrooke, in his quality of trustee to the au-
thorized assignor's properties, present defendant,
mis en cause.

"A farm property in the township of Barford
and containing:

1. The cadastral lot number five-A (5-A) of
the tenth range, of about fifty acres, save and
except: a) A piece of four acres formerly sold
to Jos. Carbonneau and taken in its northeast
corner and described as follows, to wit: Com-
mencing at the northeast corner of said lot,
thence going southerly following the east line
of said lot, one hundred and ninety-three feet
to a post, thence going westerly four hundred

cent quarante-cinq pieds à un poteau, de là se dirigeant vers le nord deux cent treize pieds au chemin public et de là se dirigeant vers l'est en suivant le côté sud du chemin public cinq cent quarante-cinq pieds au point de départ.

b) Un autre morceau de terre qui a été vendu par Dame Palmyra Boivin et Wilfrid Boivin à René Carbonneau par acte passé devant J.-A. Durocher, notaire, le 31 juillet 1956, enregistré à Coaticook sous le N° 35231;

2° Le lot numéro cinq-D (5-D), rang dix, dudit canton, sauf et excepté de ce lot une certaine source d'eau vendue à René Carbonneau par contrat en date du 30 septembre 1955, enregistré à Coaticook sous le N° 35232;

3° Le lot numéro six-A (6-A), rang dix, d'environ quatre-vingt-cinq acres de terre, sauf et excepté de ces deux derniers lots la maison d'école étant un morceau mesurant vingt pieds de front sur le côté sud du chemin public par quatre-vingts pieds de profondeur pris dans le coin nord-ouest du lot de cadastre N° cinq-D et un morceau de soixante-cinq pieds de front sur le côté sud dudit chemin par quatre-vingts pieds de profondeur pris dans le coin nord-est du lot de cadastre N° six-A, même rang, tel qu'actuellement occupé, sauf et excepté également du lot N° 6-A, même rang, une source d'eau vendue à René Carbonneau par Léon Côté & al., par contrat en date du 30 septembre 1955, enregistré à Coaticook sous le N° 35232;

Le tout sujet au droit de passage et droit d'y installer des tuyaux souterrains pour aller auxdites sources et affectant les trois lots plus haut décrits.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Edmond de Coaticook, MERCREDI, le DOUZIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, ce 7 juillet 1959. 50993-28-2-0
[Première insertion le 11 juillet 1959]

and forty-five feet to a post, thence going northerly two hundred and thirteen feet to the public road and thence going easterly following the south side of the public road five hundred and forty-five feet to the starting point. b) Another piece of land that has been sold by Dame Palmyra Boivin and Wilfrid Boivin to René Carbonneau by deed passed before J.-A. Durocher, notary, the 31st of July 1956, registered at Coaticook under number 35231;

2. The lot number five-D (5-D), range ten, of said township, save and except from this lot a certain spring sold to René Carbonneau by deed dated September the 30th, 1955, registered at Coaticook under No. 35232;

3. The lot number six-A (6-A), range ten, of about eighty-five acres, of land save and except from these two last lots the school house being a piece measuring twenty feet in front on the south side of the public road by eighty feet in depth taken in the north-west corner of cadastral lot No. five-D and a piece of sixty-five feet in front on the south side of said road by eighty feet in depth taken in the north-east corner of cadastral lot No. six-A, same range, as actually occupied, save and except also from lot No. 6-A, same range, a spring sold to René Carbonneau by Léon Côté & al., by deed dated September the 30th, 1955, registered at Coaticook under No. 35232;

The whole subject to right of way and right of installing underground pipes going to the said springs and affecting the three lots above described.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependences."

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St-Edmond de Coaticook, WEDNESDAY the TWELFTH day of AUGUST, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, this 7th of July, 1959. 50993-28-2-0
[First insertion the 11th of July, 1959]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, { DAME MARIE VADE-
N° 17686. { BONCOEUR, ménagère, épouse de feu Arthur Rouleau, en son vivant industriel de Grandes Piles, district de Trois-Rivières, demeurant en la cité d'Outremont, district de Montréal, est demanderesse originaire et en reprise d'instance; vs HENRI FORTIN, rentier, de Shawinigan, district de Trois-Rivières, est défendeur originaire, et CHARLES-ÉMILE BRUCHÉSI, des cité et district de Montréal, en sa qualité de curateur public et en sa qualité de curateur à la succession du défendeur Henri Fortin, est défendeur en reprise d'instance, et ledit Charles-Émile Bruchési, en sa qualité de curateur public, curateur au délaissement de l'immeuble délaissé en l'instance.

"Un emplacement situé à Shawinigan Falls, faisant partie des lots de terre numéro six cent cinq B et six cent six B de la subdivision du lot cadastral numéro six cent vingt-huit (628, P. 605B et P. 606B) au cadastre de la paroisse de Ste-Flore, de vingt-cinq pieds de largeur sur la profondeur de quatre-vingt-douze pieds, mesure anglaise, et sans garantie de mesure précise, bornée en front par l'avenue des Cèdres, en arrière par la ruelle N° 628-60 5C du côté nord

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Superior Court, { DAME MARIE VADE-
No. 17686. { BONCOEUR, housewife, wife of the late Arthur Rouleau, in his lifetime an industrialist of Grandes Piles, district of Trois-Rivières, residing in the city of Outremont, district of Montreal, is original plaintiff and in continuance of suit; vs HENRI FORTIN, annuitant of Shawinigan, district of Trois-Rivières, is the original defendant, and CHARLES-ÉMILE BRUCHÉSI, of the city and district of Montreal, in his capacity of Public Curator for the estate of the defendant Henri Fortin, is defendant in continuance of suit, and the said Charles-Émile Bruchési, in his capacity of Public Curator, Curator to the surrender of the immovable surrendered in the suit-at-law.

"An emplacement situated at Shawinigan Falls, forming part of lots of land number six hundred and five B and six hundred and six B of the subdivision of cadastral lot number six hundred and twenty-eight (628, P. 605B and P. 606B) of the cadastre of the parish of Ste. Flore, of twenty-five feet in width by a depth of ninety-two feet, English measure, without guarantee as to exact measuring, bounded in front by Cedar Avenue, in the rear by lane

par Dame Eustache Fortin et du côté sud par les Nos 628-605A et 628-606, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Pierre à Shawinigan, VENDREDI, le VINGT-HUITIÈME jour du mois d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-neuf, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif.

Bureau du Shérif. L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 6 juillet 1959. 50988-28-2-o

No. 628-50 5C, on the north side by Dame Eustache Fortin and on the south side by Nos. 628-605A and 628-606, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the Church of the parish of St. Peter, at Shawinigan, FRIDAY, the TWENTY-EIGHTH day of the month of AUGUST, one thousand nine hundred and fifty-nine, at THREE, o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivière, July 6, 1959. 50988-28-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 28

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Leblanc vs Hudon..... 2807

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2781

AVIS DIVERS:

La Caisse Populaire du Centre Administratif de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal (Fondation)..... 2809
La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company (Requête)..... 2807
La Fraternité des Policiers de Jacques-Cartier Inc. (Nom changé)..... 2808
L'Union des Employés de Yvon Larocque Transport Ltée (Formation)..... 2809
Papeterie Lauzier Ltée — Lauzier Paper Ltd (Directeurs)..... 2808
Parcol Inc. (Dist. de l'actif)..... 2808
Rimouski, ville, (Barrage)..... 2808
William Paterson & Company Ltd (Directeurs)..... 2809

CHARTES — ABANDON DE:

Drouin Construction Ltée..... 2810
J.-A. Gosselin Sales Limited..... 2810
Jos. Renaud Limitée..... 2810
Lechasseur Inc..... 2810
South Shore Amusement Company Limited..... 2810

CURATELLE PUBLIQUE:

Benoît, Henri, succession..... 2811

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Community Holy Association of United Congregations..... 2811

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:
Cap Santé..... 2812
Dubuisson..... 2812
Frontenac..... 2813
Gracefield, village, cath..... 2812
Portage-du-Fort, cath..... 2812
St-Agapitville..... 2812
St-Barnabé..... 2812

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:
Drummondville, Quartier Nord..... 2813
St-Valerien, paroisse..... 2813

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:
Coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames, région de Québec..... 2814
Construction, région de Chicoutimi..... 2813

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Leblanc vs Hudon..... 2807

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2781

MISCELLANEOUS NOTICES:

La Caisse Populaire du Centre Administratif de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal (Foundation)..... 2809
The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurance Générales (Petition)..... 2807
La Fraternité des Policiers de Jacques-Cartier Inc. (Name changed)..... 2808
L'Union des Employés de Yvon Larocque Transport Ltée (Formation)..... 2809
Lauzier Paper Ltd. — Papeterie Lauzier Ltée (Directors)..... 2808
Parcol Inc. (Dist. of assets)..... 2808
Rimouski, town, (Dam)..... 2808
William Paterson & Company Ltd. (Directors)..... 2809

CHARTERS — SURRENDER OF:

Drouin Construction Ltée..... 2810
J.-A. Gosselin Sales Limited..... 2810
Jos. Renaud Limitée..... 2810
Lechasseur Inc..... 2810
South Shore Amusement Company Limited..... 2810

PUBLIC CURATORSHIP:

Benoît, Henri, estate..... 2811

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Community Holy Association of United Congregations..... 2811

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:
Cap Santé..... 2812
Dubuisson..... 2812
Frontenac..... 2813
Gracefield, village, cath..... 2812
Portage-du-Fort, cath..... 2812
St-Agapitville..... 2812
St-Barnabé..... 2812

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:
Drummondville, North Ward..... 2813
St-Valerien, parish..... 2813

LABOUR:

Industry or Trades of:
Men's and ladies' hairdressing, region of Quebec..... 2814
Construction, region of Chicoutimi..... 2813

EXAMEN DU BARREAU:

St-François, étude..... 2815

LETTRES PATENTES:

Abaid Home and Mortgage Corpora-
tion Ltd..... 2782
Ad-More Dried Foods Ltd..... 2783
Allied Home Services Ltd..... 2783
Ancliff Investments Ltd..... 2784
Atlas Equipment & Supply Company
Limited..... 2784
Carillon Inc..... 2784
Cercast Inc..... 2785
Chacas Inc..... 2785
Charmar Realities Corp..... 2785
Chat-View Investments Ltd..... 2786
Citadel Planning, Inc..... 2786
Contour Investment Inc..... 2786
Contra Realty Ltd..... 2887
Cornell Investment Corp..... 2787
Delta Enterprises Inc..... 2787
Diamond Auto Supply Inc..... 2788
Dunhill Development Inc..... 2788
Dunrae Development Corp..... 2788
Éditions du Bien Public Inc..... 2789
Eldridge Development Corp..... 2789
Engelwood Investments Corp..... 2789
Expert Woodwork Co..... 2790
Fintex Limited..... 2790
Forest Park Investments Ltd..... 2790
Forest Realities Inc..... 2791
Gayline Fashions Inc..... 2791
Gaylord Development Corp..... 2791
Glastex Realities Inc..... 2792
Greenberg Enterprises Corp..... 2792
Hag Investment Co. Ltd..... 2792
Hampton Investments Ltd..... 2793
Herbal Investment Corp..... 2793
Immeubles Nobel Realities, Inc..... 2793
Imperial Travel Service Ltd..... 2794
Island Garden Inc..... 2794
Islee Investment Ltd..... 2794
Jacar Inc..... 2795
Jemd Inc..... 2795
Jonquil Investment Corp..... 2795
Knights Investment Corporation..... 2796
Korvette Stores Ltd..... 2796
Leamy Electric Co. Ltd..... 2796
Laurentien Aluminium Ltée — Lauren-
tian Aluminum Ltd..... 2796
Loncar Inc..... 2797
Mayer Enterprises Ltd..... 2797
Management Services Centre Ltd..... 2797
Montego Investment Inc..... 2798
Montreal, Mop Mfg. Company..... 2798
M. V. Auger Inc..... 2798
Northern Protective Systems Co..... 2799
Penny Investment Corp..... 2799
Pleasant Realty Corp..... 2799
Primex Surplus Inc..... 2800
Princess Silks Corp..... 2800
Rannana Investment Corp..... 2801
Reliable Construction & Investment
Corp..... 2801
Renaud Development Corporation..... 2801
Rent-A-Shirt Inc..... 2802
Robin Investment Ltd..... 2802
Rouyn Holdings Ltd..... 2802
Saal Investments Corp..... 2803
Shellex Corp..... 2803
Son-Mar Realty Inc..... 2803
Starland Investment Inc..... 2804
Sunny River Investment Corp..... 2804
The Miss Montreal (Dorval) Inc..... 2804
T. Quint Inc..... 2805
Tophat Developments Ltd..... 2805
Value Development Corp..... 2805
Westland Investment Corp..... 2806

BAR EXAMINATION:

St-François, study..... 2815

LETTERS PATENT:

Abaid Home and Mortgage Corpora-
tion Ltd..... 2782
Ad-More Dried Foods Ltd..... 2783
Allied Home Services Ltd..... 2783
Ancliff Investments Ltd..... 2784
Atlas Equipment & Supply Company
Limited..... 2784
Carillon Inc..... 2784
Cercast Inc..... 2785
Chacas Inc..... 2785
Charmar Realities Corp..... 2785
Chat-View Investments Ltd..... 2786
Citadel Planning, Inc..... 2786
Contour Investment Inc..... 2786
Contra Realty Ltd..... 2887
Cornell Investment Corp..... 2787
Delta Enterprises Inc..... 2787
Diamond Auto Supply Inc..... 2788
Dunhill Development Inc..... 2788
Dunrae Development Corp..... 2788
Éditions du Bien Public Inc..... 2789
Eldridge Development Corp..... 2789
Engelwood Investments Corp..... 2789
Expert Woodwork Co..... 2790
Fintex Limited..... 2790
Forest Park Investments Ltd..... 2790
Forest Realities Inc..... 2791
Gayline Fashions Inc..... 2791
Gaylord Development Corp..... 2791
Glastex Realities Inc..... 2792
Greenberg Enterprises Corp..... 2792
Hag Investment Co. Ltd..... 2792
Hampton Investments Ltd..... 2793
Herbal Investment Corp..... 2793
Immeubles Nobel Realities, Inc..... 2793
Imperial Travel Service Ltd..... 2794
Island Garden Inc..... 2794
Islee Investment Ltd..... 2794
Jacar Inc..... 2795
Jemd Inc..... 2795
Jonquil Investment Corp..... 2795
Knights Investment Corporation..... 2796
Korvette Stores Ltd..... 2796
Leamy Electric Co. Ltd..... 2796
Laurentian Aluminium Ltd.— Lauren-
tian Aluminum Ltée..... 2796
Loncar Inc..... 2797
Mayer Enterprises Ltd..... 2797
Management Services Centre Ltd..... 2797
Montego Investment Inc..... 2798
Montreal, Mop Mfg. Company..... 2798
M. V. Auger Inc..... 2798
Northern Protective Systems Co..... 2799
Penny Investment Corp..... 2799
Pleasant Realty Corp..... 2799
Primex Surplus Inc..... 2800
Princess Silks Corp..... 2800
Rannana Investment Corp..... 2801
Reliable Construction & Investment
Corp..... 2801
Renaud Development Corporation..... 2801
Rent-A-Shirt Inc..... 2802
Robin Investment Ltd..... 2802
Rouyn Holdings Ltd..... 2802
Saal Investments Corp..... 2803
Shellex Corp..... 2803
Son-Mar Realty Inc..... 2803
Starland Investment Inc..... 2804
Sunny River Investment Corp..... 2804
The Miss Montreal (Dorval) Inc..... 2804
T. Quint Inc..... 2805
Tophat Developments Ltd..... 2805
Value Development Corp..... 2805
Westland Investment Corp..... 2806

Winfield Developments Inc.....	2806	Winfield Developments Inc.....	2806
Zefaro Investment & Development Ltd.	2806	Zefaro Investment & Development Ltd.	2806
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Divers.....	2815	Miscellaneous.....	2815
OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:		QUÉBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:	
<i>Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:</i>		<i>Notice of sanction of joint marketing plan:</i>	
Le plan conjoint des producteurs de lait, fournisseurs du marché de Chicoutimi.....	2816	The Chicoutimi Market Milk Producers-Suppliers' Plan.....	2816
Producteurs de Bois de pulpe Rimouski-Matane.....	2819	The Rimouski-Matane Pulpwood Producers'.....	2819
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Atlas Equipment & Supply Company Limited.....	2820	Atlas Equipment & Supply Company Limited.....	2820
A. & W. Drive-Ins. (Dorval) Limited..	2821	A. & W. Drive-Ins. (Dorval) Limited..	2821
Carillon Inc.....	2820	Carillon Inc.....	2820
J.-O. Desjardins Co. Ltée.....	2822	J.-O. Desjardins Co. Ltée.....	2822
J.-P. Benoît Limitée.....	2821	J.-P. Benoît Limitée.....	2821
La Corporation de l'Hôpital St-Am-broise de Loretteville.....	2820	La Corporation de l'Hôpital St-Am-broise de Loretteville.....	2820
Laurentian Lanes Ltd.....	2821	Laurentian Lanes Ltd.....	2821
Les Prévoyants du Canada "Fonds de pension".....	2820	Les Prévoyants du Canada "Pension Fund".....	2820
Les Prévoyants du Canada "Vie".....	2820	Les Prévoyants du Canada "Life".....	2820
Morin & Martin Inc.....	2821	Morin & Martin Inc.....	2821
Paradis & Morin Ltée.....	2819	Paradis & Morin Ltée.....	2819
Sheraton Mining Corporation.....	2819	Sheraton Mining Corporation.....	2819
Style Paint Company Limited.....	2819	Style Paint Company Limited.....	2819
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Beaconsfield, ville.....	2823	Beaconsfield, town.....	2823
Châteauguay, ville.....	2825	Châteauguay, town.....	2825
St-Joseph, comm. scolaire.....	2822	St-Joseph, School Comm.....	2822
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Chenier <i>et vir</i> vs Chenier <i>et al</i>	2826	Chenier <i>et vir</i> vs Chenier <i>et al</i>	2826
VENTES POUR TAXES:		SALES FOR TAXES:	
Roberval, cité.....	2827	Roberval, city.....	2827
Verdun, cité.....	2827	Verdun, cité.....	2827
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Québec Farm Credit Bureau vs Pelland.....	2828	Office du Crédit Agricole du Québec vs Pelland.....	2828
MONTREAL:		MONTREAL:	
Cité de Côte Saint-Luc vs Lafranchise..	2829	Cité de Côte Saint-Luc vs Lafranchise..	2829
Laval Petroleum Ltée vs Tessier.....	2831	Laval Petroleum Ltée vs Tessier.....	2831
The Crown Life Insurance Company vs Robert D. Nadeau Inc.....	2830	The Crown Life Insurance Company vs Robert D. Nadeau Inc.....	2830
The Crown Life Insurance Company vs Robert D. Nadeau Inc.....	2829	The Crown Life Insurance Company vs Robert D. Nadeau Inc.....	2829
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Loi de l'Impôt sur le Revenu vs Doré..	2831	Income Tax Act vs Doré.....	2831
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Rioux vs Otis.....	2832	Rioux vs Otis.....	2832
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Charlette.....	2832	Quebec Farm Credit Bureau vs Charlette.....	2832
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Vadeboncoeur vs Fortin.....	2833	Vadeboncoeur vs Fortin.....	2833